LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1660
du 16 au 22 février 2012

« Avec mon salaire, ils se paient ma tête. »

Jacques Prévert

Le crash du droit de grève

M 02137 - 1660 - F: 2,50 €

Éditorial

Avertissement ! La semaine passée a été ponctuée par une bordée d'avertissements de la part des dominants, pervers narcissiques et autres tordus réacs de tout poil. Avertissement aux populos européens : sagement assis côte à côte pour la photo, pommadés comme deux communiants, le bleu et brun regard qui ment, Merkel et Sarkozy les mettent en garde : hors de l'euro, point de salut ; pour que les gras continuent à s'engraisser, que les entreprises du CAC 40 y restent, va falloir faire comme les Grecs, les Espagnols, les Portugais : se la serrer et raquer, ou crever. Avertissement aux collectivités locales : assez de dépenses ! Et de dauber sur leurs scandaleux budgets maintenant que, suite aux malins « transferts de compétence », le pouvoir central s'est déchargé sur elles – routes, aides sociales, etc. – de tout ce qui coûte cher et rapporte rien. Avertissement urbi et orbi aux Arabes : leur civilisation est inférieure, z'aiment pas les femmes et les voilent, alors que les vrais civilisés blancs de qualité supérieure les battent et les foutent à poil. Les Palestiniens, ces maladroits, la Syrie cet ex-excellent client de nos industries de pointe, l'Iran cet impudent qui veut faire la bombe, tous à mettre dans le même panier. Heureusement, Israël et Obama préparent en loucedé et main dans la main un proche règlement musclé de tout ce bazar. Avertissement aux pauvres : TVA sociale pour tout le monde. Cette année encore, la classe politique au pouvoir a été surprise par la vague de froid ; surprenante cette propension qu'a l'hiver – de façon sournoise – à se montrer plus froid que l'été. Pas en peine de titatas, la ministre a trouvé la solution : on se calfeutre et on reste chez soi ! C'est ça qui réchauffe les SDF et tous les couche-dehors. Sûr, ça les laisse froids, très froids. Avertissement aux chômeurs, ces feignants professionnels. Va falloir qu'ils se forment les zozos ; plus question de refuser les emplois qu'on a la bonté de leur imposer. Et puis tiens, le chômage voilà ce qu'on en fait : on délocalise Renault à Tanger, on leur proute au nez à ces salops d'assistés. Avertissements du maître à l'esclave, avertissements du prestidigitateur à la dupe ; et si on en avait marre de ce concert d'avertissements. Un avertissement, ça se retourne. Et si on les avertissait que le ras l'bol c'est pas pour les chiens, que les piques c'est bien pour leurs têtes, que leur fin est proche, qu'on prend nos affaires en mains, qu'on les grève-générale, qu'on s'auto-organise contre eux, sans eux, qu'on devient anarchistes !

Sommaire

Actualité

Grève aérienne, par J.-P. Germain, *page 3*
Météo syndicale, par T. Impétueux, *page 4*
Un rôti de travailleurs ?, par J. Caramelo, *page 4*
Les dépeceurs d'usines, par R. Pino, *page 5*
Les brèves, le strip, *page 6*
Le procès des 4 de Tours, *page 7*
À pas de Guéant, par E. Vanhecke, *page 8*
Dialogue social au pastis, par G. Amaté, *page 9*
Les loups sont entrés dans Bordeaux, par FA 33, *page 10*

Arguments

Athéisme et révolte, par M. Silberstein, *page 12*

Anticarcéral

L'affaire Pierre-Just Marny, par *L'Envolée*, *page 16*

Potkinisme

Pompier, concierge et champignon, par N. Potkine, *page 18*

Culture

André Prudhommeaux mis à nu, par G. Goutte, *page 19*
Henri-Edmond Cross et l'anarchisme, par F. Equy, *page 20*

Mouvement

Rencontres anarchistes de Saint-Imier, *page 21*
Radio libertaire, *page 22*
Agenda, *page 23*

Tarifs — France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos	25 €
6 mois, 25 nos	50 €
1 an, 45 nos	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

La grève en l'air ?

En fin de semaine dernière, le conflit d'Air France ne faisait plus recette à la une des quotidiens et gazettes divers. Il y avait, il est vrai, d'autres sujets à débattre. Les dérapages (?) sémantiques des représentants de la majorité actuelle, la tragédie de la Syrie à Homs, la vague mortelle de froid actuelle, la pauvreté qui tue toujours. Ajoutez à cela des annonces de négociations vendredi matin dernier, et vous comprendrez pourquoi il n'y a pas eu, sur les étranges lucarnes, des déclarations de gens « *outrés et pris en otages* ». Privés d'échappées en l'air vers d'autres contrées ensoleillées et avides de dépaysements aéroportés pendant les vacances scolaires !

Un petit coup d'œil bref dans le rétroviseur. Histoire de rappeler que c'est le 31 août 1933 que fut votée, au Parlement, une loi de fusion de 4 compagnies aériennes pour donner naissance à la société Air France. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945), elle est nationalisée, et devient donc une propriété de l'Etat. Ce n'est qu'en 1999 qu'intervient une privatisation partielle.

Quand il y a un conflit du travail – une grève –, l'hostilité orchestrée par les médias égale celle à l'encontre des luttes syndicales dans les transports, qu'ils soient urbains ou ferroviaires.

Pour l'opinion publique, les revendications salariales de celles et ceux qui travaillent au-dessus du plancher des vaches sont des caprices de privilégiés. Ajoutez à cela la volonté des pouvoirs publics de tout convertir au privé et vous aurez tout en mains pour comprendre.

D'où la grève, en décembre dernier. Le 21 (encore une date non populaire !) commençait la grève des agents de contrôle et de sécurité des aéroports pour les salaires et les conditions de travail. Cela avait duré dix jours et les avancées concrètes restaient encore à être précisées et pérennisées. Les statuts sont en danger à Air France. Comme c'est, au niveau social (conditions de travail, salaires, conventions collectives, etc.), la figure de proue, Air France est le chef de file de tous les conflits sociaux des transports aériens. C'est pourquoi, en début de semaine dernière, tout le monde, dans les syndicats de l'aéroportuaire et du transport aérien, était mobilisé. Outre les statuts, il y avait le dernier « cadeau » des pouvoirs publics : une proposition de loi dite « *relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises du transport aérien* ». Tout ça a été juridiquement acté, donc voté, fin janvier par les députés. Ainsi, dans les médias, on a pu dire que tout le monde était « *en grève pour défendre le droit de grève* ».

Alors, mouvement social ou seulement de la pagaille dans les aéroports ? À Air France, il y avait plus de 50 % de grévistes selon le Syndicat national des pilotes (SNPL) de ligne. Les rassemblements devant les aéroports ont également fait le plein. Près de mille manifestants à Roissy et 400 à Orly, pour la région parisienne. En province, à Marseille et à Toulouse, il y avait des cortèges et le président du SNPL pouvait dire que le mouvement allait *crescendo* et que si les négociations avec le gouvernement échouaient, le mouvement serait reconduit.

À l'heure où nous bouclons le présent numéro, la fumée blanche ne nous est pas encore parvenue. Nous ne nous risquerons pas à des prognostics quant à la poursuite ou non de ce conflit qui sera sans doute déterminant dans la lutte contre le massacre actuel des droits sociaux. Espérons néanmoins que ces travailleurs ne se laisseront pas enfumer par les promesses électorales ou les éventuelles compromissions diverses de leurs directions syndicales.

Jean-Pierre Germain

Météo syndicale

Les effets d'annonce en ce temps de pré-présidentielle, ça tombe comme à Gravelotte ! Malheureusement, il y a aussi des tirs à balles réelles ; ainsi, la législation sur le temps de travail en a pris un sacré coup. Dans la première semaine de février, dans un hémicycle quasi désert, la droite a adopté un article de loi qui permet de modifier le temps de travail dans les entreprises sans l'accord du salarié.

On se demande à quoi vont servir les prochaines réunions syndicats-patronat, les discussions sur les conventions collectives. Les chantres de la majorité présidentielle ont beau clamé urbi et orbi qu'il faut viser la « *simplification du droit* », ou « *rendre la loi plus intelligible* », on voit que le dépeçage du Code du travail n'est pas encore terminé. À cela que répondent les instances syndicales ? Le 29 février, la CGT appelle les salariés à des grèves et à des manifestations contre les projets de TVA sociale (*sic*) et autres accords de compétitivité. À quelle sauce confédérale seront mangés travailleuses et travailleurs ? La

déclaration de la CGT, qui se pose en organe syndical fédérateur, portera-t-elle ses fruits ? Les salariés sont invités « *à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large, à décider de la grève sur les lieux de travail le 29 février et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui seront organisées partout dans le territoire* ».

Quid des autres centrales syndicales ? On attend les réactions des autres boutiques représentatives et on se prépare à une journée de promenade, histoire de se réchauffer si le temps est encore sibérien…

Dernière nouvelle (alias « Pan sur le bec ! ») : en fait, cinq syndicats ont décidé jeudi dernier de « *faire du 29 février une puissante journée d'action, passant par des rassemblements interprofessionnels* ». Il s'agit de la CFDT, de la CGT, de la FSU, de l'Unsa et de Solidaires. On verra bien, mais, le moins qu'on puisse dire, c'est que la militance syndicaliste de base n'attend pas des miracles !

Torrent Impétueux

Les travailleurs seraient-ils ininflammables ?

Il était une fois dans un grand magasin parisien dont je tairais le nom… Nous sommes en début de semaine, il fait froid mais le soleil est au rendez-vous. Une météo de station de ski, en quelque sorte. Mais, moi, je bosse dans ce grand magasin parisien dont je tais le nom. Pas moyen, donc, d'en profiter, d'autant que, ce jour là, c'est le sous-sol qui m'attend. Tout se passe plutôt bien. Journée normale : on arrive au boulot, on prend un café, on pointe, on prend sa caisse, on descend, on s'installe, etc. La routine, quoi. Et puis l'élément perturbateur intervient, ce truc « béni » qui vient rompre la monotonie du taf, qui vous sort de la torpeur du caissier, qui vous change des clients chiants qui veulent des réductions sur tout et qui ont l'art de ne prendre que les articles qui n'ont pas de code-barres. Cet élément qu'on attend tous – comme les chrétiens le Messie et moi la Sociale –, c'est un incendie. Un treuil du rez-de-chaussée prend feu, déposant une délicate odeur de brûlé dans cette partie du magasin. Branle-bas de combat : le rez-de-chaussée est évacué, les clients d'abord, les employés ensuite (et surtout les caissiers, qui doivent finir les encaissements en cours). À ce moment-là, moi, je suis dehors. Je bois un café et je m'apprête à aller bouffer. On se demande ce qui se passe, on nous explique brièvement, mais, comme à chaque fois dans ce genre de situation, on entend tout et son contraire. En tout cas, ça pue le cramé, des dizaines de pompiers et de flics encerclent le magasin.

En général, quand il y a un incendie dans un immeuble, on évacue tout le monde. Mesure de sécurité de base, principe de précaution, et tout le toutim. Mais dans ce grand magasin dont je tais le nom, on se contente de n'évacuer que deux endroits : le rez-de-chaussée (normal, c'est là où le feu a démarré) et le dernier étage, là où travaille une partie de la direction et où est stocké le pognon. Les autres étages, en revanche, que dalle. Y compris le sous-sol, juste en dessous du rez-de-chaussée (jusque là, rien d'extraordinaire), l'un des pires endroits où se trouver en cas d'incendie (peu de sorties et des quantités de produits hautement inflammables). Certains se demandent s'ils doivent partir, mais on leur signifie que non, qu'il n'y a aucun danger. Juste un incendie au-dessus de leurs têtes…

Que le feu ait été rapidement maîtrisé, qu'il n'ait jamais représenté un grand danger, je n'en doute pas une seconde. Reste, tout de même, que le fief de la direction et du fric a été évacué quand les vendeurs et les caissiers des étages, eux, ont dû rester dans le magasin, parfois sans même avoir été informés de l'incendie. « Le fric et les petits chefs d'abord, les travailleurs ensuite » ? Eh ouais, mon p'tit gars, c'est ça la devise du salariat.

Johnny Caramelo

Histoire de vautours

Encore des nouvelles de Gary Klesch, cet hommes d'affaires américain qui se propose de reprendre la raffinerie Pétroplus[1]. Cette fois-ci il a jeté son dévolu sur la société Arkema dans le plus pur style des années fric, années quatre-vingt où un Bernard Tapie s'était illustré chez nous avec ses rachats d'entreprises en faillite pour 1 franc symbolique. Pour Gary Klesch ce sont toujours les années quatre-vingt ; c'est une sorte de Richard Gere dans le film *Pretty Woman* : aussi féroce, mais sans Julia Roberts à ses côtés pour l'humaniser.

Petit rappel des faits

En 2004 le groupe Total se restructure et cède sa branche chimie à Arkema qui devient le premier groupe chimiste français avec plus de 8 000 salariés. Son activité se divise ainsi : chimie industrielle : 51 % ; produits de performance : 28 % ; produits vinyliques (PVC) : 21 %.

C'est cette dernière branche qui pose problème : la marge de rentabilité n'est « que » de 5 à 10 %. La direction voudrait 15 à 20 % pour satisfaire ses actionnaires. Pour faire grimper l'action du groupe, une solution : céder l'activité chimie. C'est là qu'intervient Gary Klesch spécialisé dans la reprise d'entreprises européennes en difficulté avec sa société (Klesch Group) basée à Genève, mais dont la direction opérationnelle se trouve dans les paradis fiscaux que sont Malte et Jersey (hasard de la géographie sans doute).

Ce Zorro de la finance a su convaincre la direction d'Arkema de lui céder pour le deuxième trimestre 2012, la branche « produits vinyliques ». Même pas pour 1 euro symbolique, car c'est Arkema qui reprendra à son compte 470 millions de dettes, et versera 100 millions de trésorerie. Plus fort que Tapie le Gary !

Rien qu'à cette annonce l'action d'Arkema a fait un bond de 14 % à la Bourse. Les actionnaires ont manifesté leur confiance dans le titre, pendant que les salariés du site de Saint-Fons (dans le Rhône) manifestaient, eux, leur défiance en se mettant en grève pour s'opposer à ce « rachat ». Malgré les déclarations du groupe Klesch à la presse et à Eric Besson ministre de l'Industrie, personne ne croit sérieusement que les emplois seront préservés chez Arkema. Gary Klesch n'en est pas à son coup d'essai : une fois le « temps de garantie » écoulé il pourra liquider les différents sites comme il l'entend, afin de satisfaire encore et toujours les actionnaires ; toujours plus de bénéfices pour ces derniers et toujours plus de licenciements pour les salariés. Arkema, raffinerie britannique Linsey, Pétroplus… Tout pour les fonds de pensions, rien pour les travailleurs, scénario inchangé. Les hommes politiques peuvent bien s'agiter, c'est la finance qui commande, pour le profit des uns et le malheur des autres, toujours les mêmes.

Rénover le système capitaliste ? Le gérer mieux ? Non, s'en débarrasser définitivement ! Pas simple ? Effectivement, mais continuer à subir la loi des marchés ne nous sortira pas de l'impasse actuelle. Les travailleurs devraient payer la crise de la finance ? Refusons. Pas simple ? Personne n'a dit que ce le serait, mais la précarité, le chômage, l'humiliation, la misère et le désespoir, ça suffit : osons choisir la voie de la révolution sociale et libertaire.

Ramón Pino
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1659 : « État des lieux sarkozien ».

Brèves de combat

Ah ! Les salops

La cour d'appel d'Amiens a condamné le syndicaliste CGT de l'ancienne usine Continental, Xavier Mathieu, à 1 200 € d'amende pour avoir refusé de se faire prélever son ADN par la police. Une belle preuve d'acharnement… Lors de son premier procès, en juin 2010, le syndicaliste avait pourtant été relaxé.

Ah ! Les salops (suite)

Double peine pour des centaines de milliers de Français dispensés d'impôt sur le revenu : en septembre, de 100 000 à 200 000 foyers, selon le Syndicat national unitaire des impôts, vont devoir faire un chèque au fisc et perdront du même coup un certain nombre d'avantages versés par les collectivités locales : réduction dans les transports, tarifs sociaux à la cantine… La cause : une « mesure technique » passée en douce dans le 2e plan de rigueur du gouvernement.

Ah ! Les salops (encore)

Des agents municipaux du Service de la Tranquillité Publique (!) de Montreuil ont procédé à l'évacuation d'un squat 98. Trois personnes ont été jetées à la rue, en période de trêve hivernale, avec une température négative. Ces personnes avaient pourtant des preuves de présence de plus de 48 heures qui auraient dû les protéger. Naturellement, la police nationale a laissé faire ces quatre agents municipaux ayant le statut, ce qui ne permet pas de nommer un directeur de la police municipale. Dominique Voynet peut donc se targuer de ne pas avoir de police municipale, ou l'art du trompe-l'œil.

Ah ! Les salops (toujours)

Les compteurs EDF nouvelle génération « linky » sont des mouchards qui permettent de savoir à quelle heure le consommateur sollicite l'énergie (pour se laver par exemple). Officiellement ils sont sensé rétablir automatiquement à distance les coupures. Mais, actuellement pour une coupure non paiement de facture, le délai est d'environ un mois (facture, relance, venue du petit homme bleu pour la coupure). Non seulement, les coupures seront immédiates, mais les nouveaux compteurs permettront de supprimer tout bonnement environ 7 000 postes d'ouvriers sur la France plus des administratifs. Cerise sur le gâteau : les syndicats dits représentatifs ne sont pas vraiment contre (le modernisme) et les associations de consommateurs ne bougent pas non plus !

Ah ! Les salops (fin ?)

La secrétaire d'État chargé de la Santé, Nora Berra, a publié ce conseil aux SDF sur son blog : « *Je rappelle, dans le cadre de la vague de froid qui s'abat actuellement la France, je recommande aux personnes les plus vulnérables d'éviter de sortir.* » Oui, effectivement les SDF raisonnables feraient mieux de rester tranquillement chez eux, au chaud !

Procès pour jet de confettis

JC, jeune Poitevin a reçu une convocation à un procès, prévu le 4 mai 2012. Il est poursuivi pour avoir « *outragé par parole, gestes, menaces, écrit non rendu public, image non rendue publique, envoi d'objet, de nature à porter atteinte à la dignité ou au respect dus à la fonction du commandant de police, personne dépositaire de l'autorité publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, en l'espèce en lui ayant projeté au visage une poignée de confettis* » ! En effet, JC faisait partie de la chorale Brassens qui, le jour de la fête de la musique a chanté *Hécatombe* devant le commissariat local. Une initiative prise par l'assemblée « Démocratie réelle 86 » qui visait, de même que dans d'autres villes, à manifester une solidarité envers des personnes aux prises, en France (Rennes, Toulouse, Paris, etc.), avec la police et la justice pour avoir interprété cette chanson.

Big Brother is better watching you

Le business lucratif de la sécurité vient d'inventer la vidéosurveillance « intelligente ». Basée sur des algorithmes qui analysent en temps réel les séquences vidéos filmées par une caméra, l'analyse permet la détection de mouvement, le comptage et le suivi de personnes, l'identification de personnes suspectes (sur base de comportements), l'identification. Le rêve de tout dictateur, quoi !

Racisme d'État

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a réaffirmé dimanche 5 février que « *toutes les civilisations ne se valent pas* », confirmant ses propos controversés tenus la veille lors d'un colloque organisé par l'association étudiante de droite UNI à l'Assemblée nationale.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA ET MAZOCH — KROKAGA

Procès politique et police des mots

Depuis le début de ce procès, il était évident que, sous couvert de diffamation, le ministère de l'Intérieur ne cherchait qu'à interdire aux militants solidaires des sans-papiers de pratiquer librement leur devoir d'alerte, lequel peut consister, entre autres, à établir des comparaisons historiques, fût-ce avec les périodes les plus noires de notre histoire.

Ce procès n'est rien d'autre qu'une tentative pour masquer un procès politique sous les apparences d'un délit de droit commun : une diffamation. Cette tentative a volé en éclats une première fois, à l'audience du 5 avril 2011 du tribunal correctionnel de Tours, sous l'effort conjugué des prévenus et des multiples témoignages qui, les uns après les autres, dans leur diversité, leur richesse et leur complémentarité ont tissé, heure après heure, une longue chaîne d'évidences : qu'ils émanent d'historien, de juriste, de psychanalyste, d'enseignant, d'étudiant, d'anthropologue, de militant, de « témoin de l'Histoire », tous les témoignages avaient concouru à dire l'insupportable, l'inacceptable, en un mot l'infamie du présent : l'infamie de la chasse à l'enfant, l'infamie de la chasse à l'étranger qui se déroule actuellement sous nos yeux et qui fait écho – pourquoi le nier – à d'autres chasses à l'homme si vivaces encore dans nos mémoires.

Pour la deuxième fois, le 30 janvier 2012, cette fois à la cour d'appel d'Orléans, cette extraordinaire démonstration a été faite, avec la même qualité d'analyse et la même force. Pour la deuxième fois donc, ce procès apparaît bien pour ce qu'il est : un procès politique !

D'autre part, une première fois, le 5 avril, le procureur de Tours avait admis une « *nullité de procédure* » : il ne pouvait plus maintenir la poursuite sur le premier chef d'inculpation relatif à la distribution du communiqué de presse… en raison des erreurs sur les faits et dates contenues dans sa citation à comparaître !

Il reconnaissait également aux prévenus d'être de bonne foi, et parmi les quatre critères de la « *bonne foi* » qu'un tribunal peut exiger d'eux, et qu'on pouvait leur accorder à coup sûr, les deux2 premiers, à savoir la poursuite de « *l'intérêt légitime* » et « *l'absence d'animosité* ».

Le 30 janvier 2012, le procureur général de la cour d'appel d'Orléans a posé lui aussi qu'il ne poursuivait plus désormais que sur la diffusion du communiqué sur internet. Il a dit également admettre la bonne foi des prévenus sur les deux critères cités précédemment. Il demandait en outre au tribunal d'appel de confirmer la relaxe de l'une des quatre prévenus.

Ainsi, petit à petit, le contenu des charges qui pèsent sur les militants diminue. Le procureur d'Orléans a même souligné qu'il requiert avant tout des « *peines de principe* », sans plus de précision, si ce n'est une invitation à confirmer les peines infligées par le tribunal de Tours.

Désormais le contenu politique du procès s'impose de plus en plus, rendant chaque fois plus difficile le maintien de la forme juridique – le délit de diffamation – dans laquelle on tente de le circonscrire.

La présidente de la cour d'appel a d'ailleurs posé d'entrée de jeu la nature politique de ce procès… pour mieux demander qu'on s'oblige à respecter le jeu juridique. Aussi plus personne n'est dupe.

Il est d'ailleurs d'autant plus intéressant de voir de plus près comment a été argumenté le motif de diffamation, cela permet de prendre la mesure des restrictions actuelles à la libre expression des citoyens : il est reproché aux prévenus de n'avoir pas fait d'enquête suffisamment précise et approfondie, sur le modèle des enquêtes des journalistes et selon les exigences qui sont habituellement posées à ces professionnels ! Un simple citoyen doit-il désormais être un professionnel de l'information pour pouvoir s'exprimer ?

On leur reproche également, bien que de bonne foi, d'avoir passé les clous (« *d'avoir passé le droit* ») du fait du caractère « *outrancier* » de leur propos à l'encontre de certains fonctionnaires préfectoraux : ils ont non seulement évoqué Vichy mais, pis encore, parlé de « *nervis de Vichy* ». On a appris alors qu'il avait été établi par certains jugements de la Cour de cassation que seuls les propos échangés par des « *hommes politiques* » pouvaient échapper à l'obligation de modération qu'on tente d'imposer à nos camarades ! À noter, au final, que c'est même essentiellement sur ce motif de propos immodérés qu'ils sont désormais incriminés ! Ainsi il y aurait à distinguer entre les « hommes politiques » reconnus comme tels, patentés en quelque sorte, et les militants et citoyens ordinaires qui, eux, tomberaient sous le coup de la loi, s'ils parlent politique librement et s'autorisent certaines comparaisons historiques !

Parler politique sans modération (!) devient donc le droit (l'affaire et le pré carré !) de quelques personnes seulement, les professionnels de la politique institutionnelle !

Et ainsi, pénaliser le fait de parler de Vichy, ce serait moins, pour le tribunal, une question de référence historique que le fait de souligner le caractère outrancier et outrageant du propos en question ! Juste une affaire de modération de langage en quelque sorte !

Belle démonstration de toutes les subtilités auxquelles peut conduire la volonté politique de transformer un propos politique en un « fait diffamatoire » et d'instituer – ce faisant – une véritable police des mots !

Belle démonstration surtout de ce que peut être un procès politique de nos jours lorsque se met en place la judiciarisation du politique et son corollaire : la pénalisation, la criminalisation des militants et potentiellement de tous les citoyens qui osent parler librement !

Oui, monsieur le procureur général, il s'agit bien de principe. Vous affirmez, pour nos camarades, la nécessité d'une « *peine de principe* » et vous ajoutez : « *Les combats de principe, ce sont les plus beaux !* »

En effet, monsieur le procureur général, et le principe auquel nous tenons, nous, précisément, c'est qu'il ne saurait y avoir… aucune peine. Il en va de la liberté d'expression ! Prononcer une peine, fût-ce la plus légère, c'est encore pénaliser et c'est précisément ce que nous récusons depuis le début.

Ce n'est pas un tribunal qui doit dire quelles sont les références historiques que tout citoyen a le droit et parfois le devoir d'invoquer ! Quelles que soient les arguties avancées, ce tribunal sera comptable d'avoir pénalisé le fait de faire une certaine référence historique.

Ce n'est pas un tribunal qui doit définir ce qu'est un propos politique, ni qui a le droit de le tenir ! Nous demandons au tribunal de tenir son rôle qui est, ici, de garantir la liberté d'expression ! Il ne saurait y avoir pour nous d'autre verdict acceptable que la relaxe des « 4 de Tours » ! C'est le 26 mars 2012 à 14 heures à Orléans que la cour d'appel fera connaître sa décision.

Le Comité de soutien aux « 4 de Tours »

Le meuglement de Guéant

« *Parler pour ne rien dire* et ne rien dire pour parler sont les deux principes majeurs et rigoureux de tous ceux qui feraient mieux de la fermer avant de l'ouvrir. » (Pierre Dac)

On t'attendait à droite, on t'a eu à droite. Bien comme il faut. Tu ne te caches même plus ! Mon pauvre Claude Guéant dont le cynisme et l'arrogance ne se mesurent même plus et puis Sarkozy ensuite qui piaffe dans les starting-blocks en nous commettant un numéro de faux-cul qu'il connaît par cœur, qu'il sait si bien faire et qui commence sérieusement à nous courir sur le haricot.

Guéant, tu n'es que le Raoul Volfoni du pauvre, tu nous en enduis d'une vilaine et méchante couche avec ta saillie sur les civilisations inégalitaires. Ta diarrhée verbale étonnante surtout par sa violence et sa haine montre enfin que la droite est prête à tout pour conserver ses loques corrompues. Car enfin que faut-il entendre ? Quelle est donc cette civilisation mystérieuse vouée à tes gémonies sinistre, pantin ? Et pourquoi nous vomir ça en ce moment ? Encore et toujours ce sont ces gueux et ces gueuses d'immigrés qui sont pointés du doigt à grands coups de menton (il faut savoir oser les comparaisons !) et de talons qui claquent. Secs. Haro sur l'Arabe, sur le Nègre, ce pelé, ce galeux qui met le feu aux bagnoles, qui vole les sacs à mains, qui trafique la drogue, qui viole sans honte et qui assassine sans vergogne aucune et qui prie dans la rue. Et ça, prier dans la rue, c'est pas à Lourdes qu'on verrait ça le 15 août ni à Montmartre le Vendredi saint. Guéant tu transpires la haine et sues la crainte. Va jusqu'au bout de tes pitoyables fantasmes et ose enfin parler de race blanche et peut-être aryenne pourquoi pas ? Seule ta morale étriquée et fétide doit pouvoir t'en dissuader. Car au fond on est si bien entre nous, entre Français de souche, entre Auvergnats débonnaires ou bien Ch'timis rigolards, n'est ce pas ? Jusqu'à la nausée, tu vas nous la faire *ad nauseam* pour rassurer tes petits amis de Saint-Nicolas-du-Chardonnet célèbre hospice parisien pour squatteurs en fin de vie et surtout en déroute, tolérés – mais pas tolérants – et nostalgiques d'un certain art de survivre et de la messe en latin. Rien que du bon, du neuf, du fort. De la réaction pur sucre, pas grand-chose à envier aux Gollnish, Le Pen et consorts. Juste ce petit rien, ce semblant de politesse affectée et onctueuse, cette manière de tortiller du cul pour chier droit qui n'appartient qu'à toi mon Claude, mais tu n'es qu'un obscurantiste de la même farine, la bave aux lèvres, les crocs fraîchement aiguisés, prêts à mordre, exécutant zélé qui ne sait peut-être même pas mesurer la longueur de ta laisse.

Mon pauvre Claude de quel monde vis-tu enfin ? De quel ventre fécond nous viens-tu ? Va bien vite te cacher très loin parce que nous sommes à bout de patience. Comme le disaient nos aînés, tu as un chromosome de trop. On ne t'aime pas ! On n'a plus envie de voir ta tronche racornie et rabougrie. Ta civilisation n'est pas la nôtre, ne l'a jamais été et ne le sera jamais. Quant à ton maître, il n'a pas grand-chose à t'envier, il n'a pas grand-chose tout court d'ailleurs. Son coup du référendum sent un peu le réchauffé, le brûlé presque. Envisager de telles questions à savoir : proposition de confier tout contentieux à la « justice » administrative pour faciliter les expulsions et, en deuxième lieu, pour faire court : les chômeurs ont-ils le droit de refuser une formation ou un emploi sinon couic ? Voilà de belles idées qui tapent exactement là où ça fait mal et là justement où toi, mon pauvre Claude, tu te vautres.

Mais enfin, souillure pour souillure, tu n'es plus à ça près.

Émile Vanhecke

Dialogue social

La cantine de la CGT est l'un des plus gros débits de boissons de la région parisienne. C'est vous dire si la cave de Bernard Thibault regorge de trésors, alimentée qu'elle est en cadeaux de fournisseurs. On y trouve encore de pleines caisses de vodka GB (la préférée de Krasucki), ou des Graves cru bourgeois 68 (« *Il faut savoir terminer un Graves* », tel était le slogan de Georges Séguy).

Quand je monte à Paris prendre l'apéro chez Bernard, j'apporte l'anchoïade, Nanard sort le pastis qu'il a gratos (Pernod-Ricard et le PCF, c'est une histoire d'amour vieille comme la fête de l'Humanité), et bien calés à la table du salon, on déguste notre bonheur.

Bernard, qui est un brin sentencieux, me lance alors la phrase terminale de toute philosophie prolétarienne :

– On est mieux là qu'à l'usine !

– Ou qu'au dépôt de la Villette ! (C'est son dépôt de rattachement, à la SNCF.)

– M'en parle pas, ça fait trente ans que j'y ai pas foutu les pieds, j'en fais encore des cauchemars !

– Dire qu'il y en a qui y passent leurs journées !

– Qu'ils comptent pas sur moi pour les remplacer ! (Je t'en sers un autre ?)

– (Volontiers.) Dis donc, il parait que tu lâches la direction du syndicat, j'ai lu ça dans le journal.

– En 2013. (Je crois que j'ai pas mis assez d'eau).

– (Arrête, tu vas le noyer.) J'ai vu que Chérèque aussi se barre ?

– En 2014. (T'as raison, on voit le jour à travers. Je rajoute du pastis ?)

– (S'il te plait.) ça vous fait combien d'années, en tant que permanents ?

– Tout compris ? Trente, trente-cinq ans. Pourquoi ?

– Je me demandais si c'était pas trop long.

– Personnellement, je n'ai pas vu le temps passer. (Finis ton verre, je ressers.)

– (Merci.) Ça ne te gêne pas que les dirigeants syndicaux fassent profession de leur militantisme ?

– Dis donc, t'es sûr que t'as rien bu avant de monter à la maison ?

– À part un kaoua-calva en me levant, que dalle.

– Je t'explique : t'es peut-être au courant que la cégette et le truc à François, on est à la CES (Confédération européenne des syndicats) ?

– Comme FO, la FSU, l'Unsa, la CFTC et 77 autres issus de 36 pays en tout.

– Ça fait du monde, on ne peut pas dire qu'on ne représente pas le syndicalisme européen.

– J'avoue. (J'en prendrais bien un petit autre.)

– (Sers-nous, je vais chercher de l'eau au frigo.)

– Où en étais-je, déjà ?

– Tu disais que la CES était la conf'des conf', la mère de toutes les Unions et le point de départ des luttes de classe dans l'UE.

– Farpaitement. Nous venons de réélire notre secrétaire générale...

– Une femme ?

– Bernadette Ségol.

– Issue de quel syndicat ?

– Aucun. Une vraie pro, syndiquée à rien.

– Tu veux dire qu'elle n'a jamais fait grève ?

– Sa vie privée ne nous regarde pas. Par contre, une vraie révolutionnaire ! Dans la lignée de John Cage en musique, d'Yves Klein ou Malévitch en peinture ! Un art purement conceptuel ! Quelle économie de moyens dans le militantisme ! Quelle élégance d'exécution dans la conservation du pouvoir ! Et quelle tranquilité dans son exercice, surtout ! Tu ne peux pas savoir le boulet que c'est, tous ces illuminés à traîner dans nos organisations.

– Ne me dis pas que tu admires cette bureaucrate !

– C'est notre modèle à tous. Imagine un peu notre combat, le plus noble, le plus désintéressé de tous, enfin débarrassé des pue-la-sueur qui en altèrent la pure beauté !

– Attends (remets-moi un verre, je suis sous le choc), tu veux dire que vous mijotez en Europe un syndicalisme sans syndiqués ?

– (Encore un que les patronat n'aura pas !) Tant qu'ils cotisent, ils peuvent rester, on est bien tous d'accord. Mais si c'est pour avoir des excités comme Xavier Mathieu, merci bien !

– Le secrétaire des Conti ? Je cite : « *Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille.* »

– J'ai été trop faible avec ce repris de justice. Regarde François avec SeaFrance, comme il a redressé la barre, à traiter d'escrocs et de malfaiteurs les cédétistes qui voulaient en faire une coopérative ouvrière !

– C'est vrai que Chérèque, il sait y faire. Quand je pense à cette pauvre Notat, qui se faisait gifler par ses adhérents !

– Depuis 2003, de l'eau a coulé sous les pont. (En revanche, ça manque de pastis.)

– (T'as pas une autre bouteille dans le placard ?)

– Un jour, on reconnaîtra nos mérites, à François, Nicolas et moi.

– Nicolas ? (Stoooope ! Après y a plus la place pour mettre l'eau !)

– (J'ai eu la main un peu lourde.) Sarkozy.

– (C'est rien, je rajouterai la flotte en cours de route.) Le président ? Je vous croyais à couteaux tirés, depuis l'histoire des retraites. À propos, chapeau ! Quelle lutte !

– Et, tu l'auras remarqué, avec un minimum de grèves !

– Tiens, c'est vrai. C'étaient surtout des manifs.

– Car les grèves, on les a enterrées, Nicolas et moi, avec l'accord sur le service minimum de 2007.

– Les grèves avec jaunes intégrés pour les casser d'entrée ?

– T'avoueras que ça calme de suite.

– (Rien ne vaut le jaune pour détendre l'atmosphère !)

– (À qui le dis-tu !) Et tu sais pas la meilleure ? En échange, quand il nous a vu si responsables, il nous a refilé à Mailly, François et moi, la représentativité syndicale en France.

– Comment ça ?

– En la liant au résultat des élections professionnelles. Il faut 8 % pour être reconnu. Il n'y a que nous pour y arriver.

– Tu ne crois pas que tu exagères ? 8 %, c'est à la portée de n'importe qui.

– Dans une branche peut-être, mais pas dans toutes. On sera les seuls négociateurs nationaux, les seuls à toucher les subventions plein pot et là, crois-moi, on ne permettra plus que des voyous genre Xavier Mathieu nous fassent passer pour des enragés !

– Les autres syndicats ont dû sacrément râler !

– Pas tant que ça. Tu te rappelles de l'affaire de l'UIMM, et des caisses noires du patronat ?

– Vaguement. (Y a plus de glaçon ?)

– (Regarde dans le freezer, je crois qu'il en reste.) Ils étaient tous mouillés avec le Medef, la CFTC, la CGC, l'Unsa... Ça les a occupés pendant que passait la réforme de la représentativité syndicale.

– C'est vrai qu'on n'en entend plus parler, de Gautier-Sauvagnac.

– Pourquoi continuer à l'accabler, maintenant qu'il ne sert plus à rien ?

– Et ça s'applique quand, cette réforme ?

– 2012. Cette année, à partir des élections prud'hommales.

– Et vous partez, Chérèque et toi, juste après ça ?

– Avec la satisfaction du devoir accompli. D'autre que nous viendront, plus capables, mieux formés pour diriger, de concert avec le patronat et le gouvernement, la DRH du pays. Place aux jeunes !

– Genre Bernadette Ségol, énarques, spécialistes et *tutti quanti* ?

– Nos responsabilités futures ne permettront plus l'amateurisme.

– Et les militants, la base, les mains calleuses, les yeux cernés, les révoltés ?

– Ceux-là, ils n'auront qu'à trinquer. (Je ressers ?)

Gérard Amaté

Pas de liberté pour les ennemis de la liberté

Cercle libertaire Jean-Barrué

À Bordeaux, mais aussi dans plusieurs villes de France, des partisans du Bloc identitaire (un groupuscule d'extrême droite) cherchent à s'installer à demeure ; ils ont annoncé vouloir ouvrir dans notre ville un local qui servirait de bar, de bibliothèque et de salle de réunion.

Et cela ne convient pas du tout à un certain nombre d'associations et de groupes antifascistes qui veulent s'opposer à cet arrivage qui permettrait, d'après eux, plus facilement, la diffusion d'une idéologie haineuse porteuse d'agressions racistes, sexistes et homophobes.

Depuis quelque temps, sur un plan plus européen, nous assistons, dans différents pays (particulièrement en Hongrie et en Autriche), à une nouvelle ascension plus ou moins lente de l'extrême droite, montée en force qui s'explique par la crise économique, par la misère qui grandit et qui conduit à des replis nationalistes et à des attitudes de plus en plus liberticides.

Métastase du cancer

Quant aux « identitaires », ils sont déjà bien implantés dans d'autres villes que la nôtre ; certaines régions étant plus accueillantes que d'autres.

À Lyon, par exemple, depuis 2010, une dizaine d'agressions violentes avec des battes de base-ball, des cutters et des flash-balls ont été commises contre des militants politiques et syndicaux, dont certains garderont des séquelles à vie des coups reçus ; des « chasses aux immigrés » ont été organisées avec agressions physiques et vols de leurs titres de séjour ; des commerces ont été détruits ; un concert néonazi a été organisé dans leur local, des manifestations ont eu lieu, accompagnées de slogans racistes, de « Sieg Heil » et autres saluts fascistes.

À Lille, le même genre de faits a été commis par des individus se réclamant des mêmes idées politiques.

À Périgueux, à La Réole, des actes identiques (agressions, manifestations racistes) ont déjà été perpétrés.

Il faut dire, à haute voix, que ces jeunes fascistes ne font que mettre en pratique des propos que certains hommes politiques (notamment de droite), des ministres et même un président de la République, ont proférés impunément ces derniers temps, cautionnant et encourageant ainsi des comportements racistes, xénophobes, sexistes.

En montrant du doigt ce groupuscule, on semble lui faire une publicité exagérée, mais on ne fait que mettre l'accent sur des pratiques qui relaient des discours tenus à un plus haut niveau de la sphère politique, dans les journaux, à la télévision et les médias en général.

L'action antifasciste

Une manifestation contre cette extrême droite a donc été organisée le samedi 21 janvier 2012 à Bordeaux avec pour slogans : « *Ni dans la rue ni au pouvoir, ni Front national ni Bloc identitaire, ne laissons pas l'extrême droite s'installer.* » Manifestation qui a réuni entre 300 et 500 personnes.

Ainsi est donc mise en pratique la déclaration de Saint-Just : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté* », opposée à celle de Voltaire qui, de son côté, affirmait : « *Je hais vos idées mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez les exprimer.* »

Concernant cette campagne antifasciste, et si on écoute ses slogans, vers quoi se dirige-t-on à plus ou moins long terme ? Vers un rapport de force, vers un affrontement physique avec des risques de violence ; la détermination d'intimider ce groupuscule d'extrême droite est claire, surtout la volonté de lui barrer le chemin et, en quelque sorte, de le mater. On va retrouver là, pour les activistes, des rituels de combat faciles à mettre en branle et qui offrent sans attendre une possibilité d'action pour des jeunes et des moins jeunes prêts à la castagne quand il s'agit de garder la main sur un bout de territoire.

Pour autant, il est pour le moins évident que ce ne sont pas ces agissements qui vont faire réfléchir les gens attirés par l'extrême

droite. Quant au reste de la population, elle mettra dans le même sac les activistes violents de droite et ceux de gauche.

On notera par ailleurs qu'une telle mobilisation antifasciste n'a pas eu lieu lors de l'annonce des mesures antisociales et liberticides prises par le gouvernement actuel et son ministre Guéant. Les dernières lois et décrets ne sont-ils pas tout autant, sinon plus, dangereux que ce groupe de nazillons ?

Ce qui ne nous encourage pas particulièrement – la justice des tribunaux étant ce qu'elle est – à nous mettre sous la protection de la loi et de la légalité, position que n'adoptent pas volontairement les libertaires. Qu'une municipalité girondine ait pu ainsi autoriser l'ouverture d'un local à ce genre d'individus nous amène à dénoncer, en particulier, cette tolérance à l'égard de pratiques menaçant les valeurs humaines.

Deuxième round

Après la manifestation de ce samedi 21 janvier, le Bloc identitaire a repoussé l'inauguration de son local au 28 ; une autre manifestation a donc eu lieu ce samedi-là : beaucoup de jeunes étaient venus avec force fumigènes et feux de Bengale, des drapeaux rouges et des drapeaux verts, des drapeaux rouge et noir et d'autres encore.

En fin de manifestation, des jeunes antifascistes qui cherchent la baston se sont aventurés, sans plus, près du lieu où est censé s'installer le Bloc identitaire. Et, dans la soirée, tout est redevenu calme.

Maintenant, que va-t-il se passer ? La pression sera telle que ce Bloc devra sans doute aller chercher ailleurs des locaux pour ses activités ou alors se claquemurer soigneusement dans son bâtiment. Mais, par la suite, faudra-t-il peut-être compter également sur des représailles très concrètes, entre autres envers l'athénée libertaire qui a déjà reçu des visites nocturnes. Et celui-ci ne sera sûrement pas seul à subir des assauts.

Ce qui paraît clair, c'est qu'une grosse minorité antifasciste va se heurter à une minorité fasciste sûre d'elle et que des violences de rue diverses et des péripéties variées sont à prévoir.

Or le petit millier de manifestants antifascistes qui est descendu dans la rue représente des groupements et des associations qui ne résident pas nécessairement dans le quartier en question. Un élément de poids semble avoir été oublié, c'est le voisinage de ce local, qui n'a pas été spécialement informé ni interrogé, c'est la population, c'est une société civile tous âges confondus qui ne participera pas aux bagarres dans les quartiers et qui en aura plutôt la crainte. L'adresse de ce lieu, jusqu'à maintenant tenue discrète, semble avoir été choisie sur le trajet des supporters sportifs qui vont vers le stade, en particulier sur le parcours d'un groupe d'« ultras » réputés pour leur antifascisme.

Le fascisme se combat sur le terrain

Or ce sont les gens du quartier qu'il faudrait toucher et convaincre. Car seule une pression massive de cette population appuyée par une stratégie plus collective serait efficace pour chasser ce Bloc.

Mais des risques secondaires nous guettent, à un autre niveau, conséquences plutôt négligées : c'est de se renfermer dans un activisme antifasciste qui ne se pose plus d'autres questions que l'éradication violente d'un mouvement certes agressif. Il y a là danger pour nous de perdre une identité libertaire plus large en adoptant les propres méthodes de lutte de l'ennemi et en ressemblant de plus en plus à celui que l'on combat.

Sans doute ces fascistes sont-ils nos ennemis, mais ce ne sont pas les seuls. Actuellement, nos ennemis principaux sont au pouvoir et ne verraient pas d'un mauvais œil que nous occupions la rubrique des faits divers, distrayant ainsi l'attention de celui que nous nommons le peuple et le détournant ainsi de perspectives ouvertes plus sociales.

En quelque sorte, il nous serait délibérément désigné un objet à combattre autre que notre cible principale qui est le pouvoir en place. Et, dans le même temps, nous pourrions très bien être instrumentalisés pour cela. Ce qui se fit en d'autres temps et en d'autres lieux.

Ce combat antifasciste proprement dit est le nôtre, et nous pensons n'avoir pas à recevoir de leçons de trotskistes reconvertis, d'ex-communistes, de communistes de maintenant, de sociaux-démocrates en tout genre, etc., tous en attente de prendre prochainement le pouvoir par les élections. Malgré le temps qui aplatit les faits de l'Histoire, un certain passé qu'ils occultent avec soin reste dans nos mémoires.

Pour autant, si ce combat est le nôtre, ce combat devrait aussi être « autre », pas systématiquement « contre », mais conçu pour dire nos valeurs en les pratiquant et, surtout, pour être vécu au sein de la population, avec la société civile tout entière et non avec les seuls partis qui ne pensent qu'à remplir les urnes.

Plus pratiquement, il s'agirait de créer, au grand jour, une cellule de veille s'inscrivant dans la durée ; rassemblant groupes, associations, syndicats, personnes diverses, et même des partis, elle aurait pour mission de surveiller le moindre faux pas (négationnisme, appel à la haine raciale, actions de harcèlement violent, etc.) de ce groupuscule et pour vocation de se servir de tous les moyens de dénonciation publique en direction de la société civile et pourrait ainsi avoir à mettre en œuvre des stratégies de résistance adaptées aux situations.

Agir autrement

Il s'agit de proposer un autre rapport mental au monde, d'avancer des projets concrets et positifs et de ne pas perdre son énergie dans des rixes de rue aux résultats souvent contre-productifs.

Si les membres du cercle libertaire ne répugnent pas à des engagements physiques individuels – ils peuvent en témoigner –, le cercle n'a pas pour vocation essentielle à s'engager en tant que cercle, en tant que groupe, dans des combats particuliers : cette possibilité est cependant laissée au choix de chacun. Le cercle libertaire est d'abord un lieu d'échange, de réflexion et de pollinisation de nos idées.

C. L. J.-B.

De la nocivité de la croyance en Dieu

en des temps de « révolutions arabes » vacillantes et du benoît urbi et orbi de Benoît-la-Dorure

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

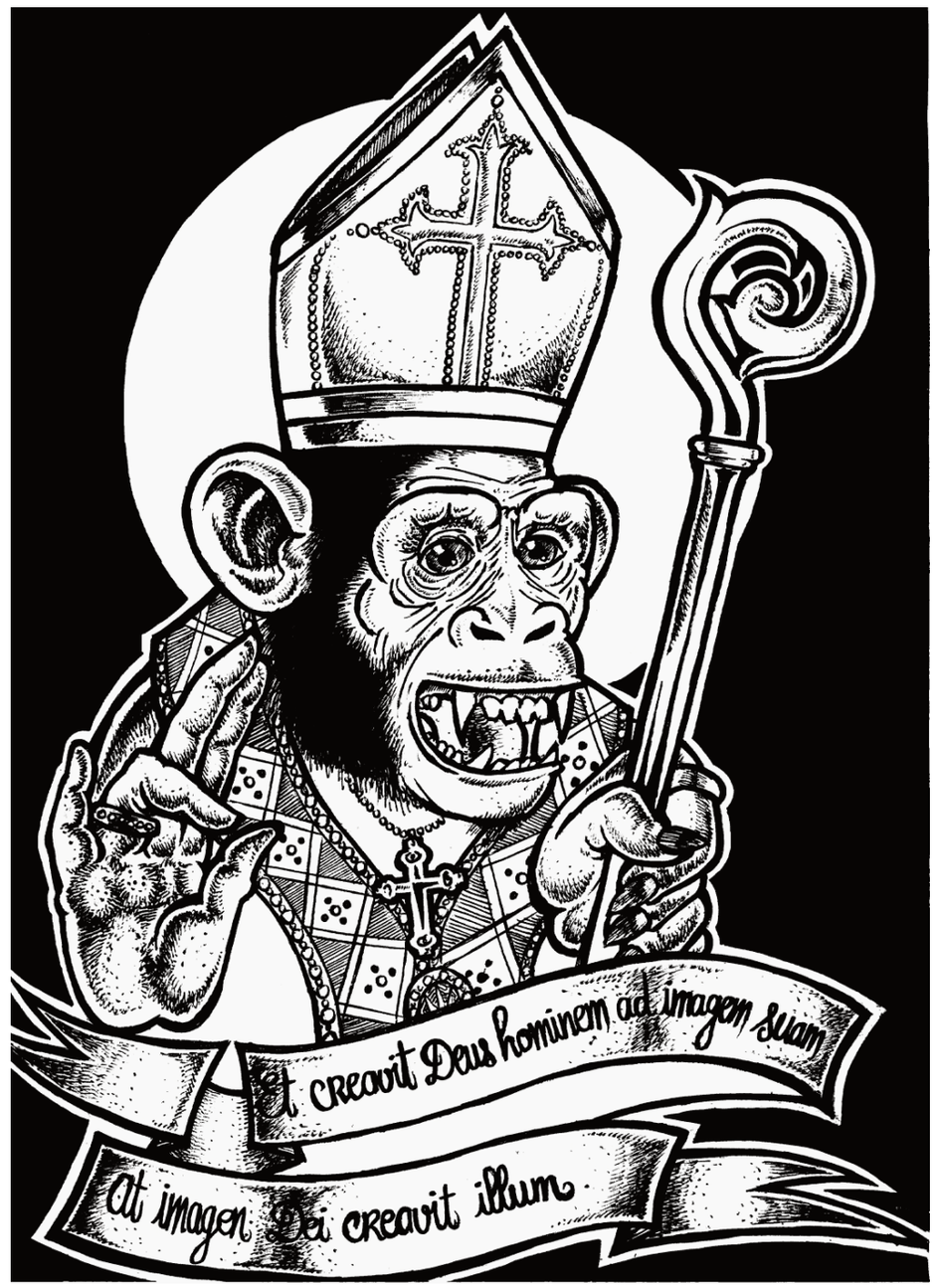
« JE VOUDRAIS, ET CE SERA LE DERNIER *et le plus ardent de mes souhaits, je voudrais que le dernier des rois fût étranglé avec les boyaux du dernier prêtre.* » La galéjade prête souvent cette citation à Arlette Laguiller, « rois » étant alors remplacé par « patrons ». On la doit toutefois à Jean Meslier (1664-1729), dans son testament philosophique intitulé *Mémoire*[1]. Meslier, curé de son état, fut à l'insu de tous, nonobstant sa soutane et son ministère, l'un des plus farouches adversaires de la foi et des religions. Ce n'est qu'à sa mort, et lors de la découverte de son ouvrage, que ses opinions se firent jour. Ce texte a connu bien des vicissitudes, à cause de son contenu subversif. Une édition abrégée fut établie par Voltaire, qui l'expurgea de passages par trop violents à l'encontre non seulement du clergé et de Dieu – Meslier est un matérialiste et un athée sans faille, Voltaire est déiste[2] –, mais aussi des bourgeois et des notables, autres destinataires de l'ire révolutionnaire de Meslier. Aussi, d'autres éditions proposent la version suivante du secret espoir de Meslier, l'athée magistral « *rembuché dans sa campagne ardennaise*[3] » : « *Il serait juste que les grands de la terre et que tous les nobles fussent pendus et étranglés avec les boyaux des prêtres.* » Quoi qu'il en soit, l'idée est la même… et l'idée est plaisante. Le dépit est qu'elle n'existe que dans le cerveau d'une petite minorité d'humains ; d'autant que parmi les athées, il en existe sans doute de nombreux qui se contenteraient d'un athéisme bourgeois qui abattrait certes Dieu et son industrie du rachat, mais sans guère attenter, en ses fondations mêmes, à la société de classes. Tandis que la requête de Meslier, et le « Ni dieu ni maître » des anarchistes, sont l'expression constitutive d'une partie conséquente du projet de monde auquel j'aspire.

Le constat est pénible pour les athées : la croyance en une entité surnaturelle aux pouvoirs prétendument illimités, à la bonté incommensurable et aux desseins insondables est prépondérante chez les humains, partout dans le monde. Des peuples se débarrassent de dictatures au Maghreb et au Levant et sans délai, une partie notable d'entre eux s'emparent du droit de voter nouvellement acquis pour élire les VRP de la multinationale Theos & Co, branche Islam for ever, sous-direction du Proche-Orient. Ces élus garantiront ordre moral et ordre économique. Ils feront s'agenouiller et se prosterner le peuple (qui, dans sa majorité, ne se fait pas prier pour s'avilir ainsi) devant le dictateur céleste et seront inflexibles quant au respect des sacro-saintes « lois » du marché : les dévots et le veau d'or capitaliste réunis dans les remugles de pseudo-révolutions que nous vîmes porteuses de trop d'espoirs pour que

cela fût vrai, et qui ne sont que radotantes, tristes et vaines.

Quant à Benoît XVI – inaltérable héros de nos journalistes catho(l/d)iques, oublieux qu'ils sont de ce que le pape est, notamment, à la tête de la première multinationale pédophile –, l'année 2011 s'est achevée sans avoir eu le plaisir de le voir calancher et d'assister à une mise en bière allemande. Nul doute que son trépas sera accompagné des mêmes flots de larmes que ceux qui jaillirent à la mort de Kim Jong-il, les ors du Saint-Siège en plus. Dans son message *urbi et orbi* de ce Noël 2011, le christicole en chef – c'est ainsi que Meslier désigne péjorativement les adorateurs du Christ – s'adressant à ses papicoles (adorateurs du pape) amassés, enjoint à cette troupe d'un milliard de soumis d'écouter encore et encore son vieux disque rayé : « *Veni ad salvandum nos ! Viens nous sauver ! C'est le cri de l'homme de tous les temps, qui se sent incapable de surmonter tout seul difficultés et périls. Il a besoin de mettre sa main dans une main plus grande et plus forte, une main qui de là-haut se tende vers lui. Chers frères et sœurs, cette main c'est le Christ* [...]. *Il est le médecin, nous sommes les malades. Le reconnaître est le premier pas vers le salut, vers la sortie du labyrinthe dans lequel nous nous enfermons nous-mêmes par notre orgueil*[4]. [...] *Ensemble, invoquons l'aide divine pour les populations de la Corne de l'Afrique qui souffrent de la faim et de la famine, souvent aggravées par une situation persistante d'insécurité.* [...] *Puisse le Seigneur donner du réconfort aux populations de l'Asie du Sud-Est, particulièrement de la Thaïlande et des Philippines, qui sont encore dans de graves situations de souffrance à cause des récentes inondations* [...]. »

B16 n'a pas pensé à évoquer la fin de la guerre des Américains en Irak, qui a coûté 4 000 milliards de dollars[5], dollars sur lesquels on lit « In God We Trust » ; les soldats US balançaient des bombes sans doute bénies par des aumôniers, tandis que les Irakiens leur balançaient leurs propres munitions au nom d'Allah. C'est la ritournelle grotesque d'un monde aux mains des illuminés… Et B16, avec une ingénuité aussi crédible que celle d'un trader de Wall Street, « *invoque l'aide divine* » pour sauver des millions d'Africains de la famine. N'est-il pas tentant, face à cette crapulerie morale et intellectuelle, de quérir la solution de Meslier et de tirer les premiers boyaux pour endiguer ce déluge de paroles insanes ?



« Athée-vous ! »

Depuis toujours, les humains consolident sans questionnements fatals leur croyance en un Dieu omniscient, créateur de tout, décideur du destin du cosmos et de nos infimes existences. Nous faisons face à une énigme anthropologique fondamentale : celle de l'attachement inexpugnable des humains à l'idée de Dieu et, corrélativement, de la situation atone de l'irréligion. Dans un tel article, il n'est pas possible de traiter véritablement cette question. En revanche, on y fera quelques remarques minimales, sans lesquelles la critique de l'idée de Dieu et le constat du danger d'une telle croyance pour notre quiétude vitale et notre désaliénation seraient inenvisageables.

La critique des religions – quant à leur socle métaphysique et éthique, et non pas dans leurs manifestations folkloriques aisément sujettes à moquerie – est malheureusement assez inaudible dans notre pays[6], en ce que la majorité de ses habitants pense qu'il s'agit d'une affaire intime (entre soi et « Dieu »), que la loi de 1905 protège des intrusions religieuses dans nos vies et que les conceptions métaphysiques inhérentes à la croyance en Dieu sont des idées légitimes. Penser ainsi, c'est avoir une vision restreinte de la nocivité de la religion, en ne la concevant que du point de vue de la France, pays (encore) relativement protégé. Or, dans le monde, le rapport croyants/athées est massivement en défaveur de ces derniers. Il est donc « normal » du point de vue des manipulateurs d'idées qui possèdent le pouvoir médiatique que l'athéisme soit tenu sous la ligne de visibilité des grandes conceptions du monde et des « alter-spiritualités » qui font florès en Occident. (Hormis *via* Michel Onfray, l'athéisme est totalement absent des médias à grande audience.) Cette suspicion ou cette indifférence condescendante à l'égard de l'athéisme sont révoltantes, car elles évacuent à dessein ce qui en fait le système de nature – pour reprendre un terme du siècle des Lumières, âge d'or de l'athéisme – le plus adapté pour comprendre le monde et tenter de le rendre le plus vivable possible, ici et maintenant et non pas dans un outre-monde féerique sans aucune crédibilité. En un mot, et bien qu'il puisse exister un athéisme de droite (toutes les chimères sont possibles dans le monde des idées), l'athéisme est une pensée révolution-

naire, dans son projet d'éradication assumée de la tutelle d'un Dieu qui ordonne, au sens militaire du terme et au sens de l'ordre auquel il n'est pas autorisé de déroger. Dans la recension citée note 3, l'auteur résume admirablement la trame argumentative du vaste traité d'athéisme de Jean Meslier : « *Toute l'œuvre de critique politique et sociale de Meslier est subordonnée à la critique nécessaire de la religion, qui est inséparable de la critique de la métaphysique dont s'alimente la religion.* » Convenons au moins qu'il s'agit là d'une source de réflexion devant être pleinement ravivée. En effet, ce raisonnement renverse, par anticipation, le schéma classique que le XIXe siècle mettra en place au sujet de la religion : la critique de la religion est subordonnée à la critique du pouvoir économique, lequel est premier et détermine le devenir des affiliations religieuses et des dévotions, permettant ainsi les dérives que l'on peut connaître, quand on est sommés par un certain gauchisme frelaté d'admettre que parfois, dialectiquement, la religion, fût-elle excessive, est un mal nécessaire à partir du moment où primo, elle n'a pour origine unique que l'intention d'un pouvoir occulte (le capitalisme, ici totalement hypostasié) chargé de manipuler les masses – ce qui exonère les religions de leurs responsabilités ultimes –; et où, secundo, elle est susceptible d'édifier un rempart contre le déferlement du libéralisme économique tout en assurant un rôle de protection sociale là où les États abandonnent les peuples paupérisés. C'est d'un Meslier de notre temps dont nous avons besoin, pas d'une fable remplaçant une autre fable…

Mais en France, l'athéisme est coi, tenu à l'écart, confiné à quelques associations qui s'échinent à se faire entendre. En vain. C'est que l'athéisme est perçu comme un jusqu'au-boutisme, une outrance, là où il faudrait le comprendre comme la réponse proportionnée à la déraison suprême des monothéismes. Nous nous trouvons en 2012 comme en 1770 : « *L'athéisme […] semble alarmer les personnes mêmes les plus dégagées de préjugés. Elles trouvent l'intervalle trop grand entre la superstition vulgaire et l'irréligion absolue : elles croient prendre un sage milieu en composant avec l'erreur ; elles rejettent les conséquences en admettant le principe ; elles conservent le fantôme, sans prévoir que tôt ou tard il doit produire les mêmes effets et faire de proche en proche éclore les mêmes folies dans les têtes humaines. […] Tant que le sacerdoce aura le droit d'infecter la jeunesse, de l'habituer à trembler devant des mots, d'alarmer les nations au nom d'un dieu terrible, le fanatisme sera le maître des esprits.* » Ainsi s'exprime à la fin du XVIIIe siècle le philosophe des Lumières Paul-Henri Thiry d'Holbach, dans son *Système de la nature*. L'homme est l'un des plus féroces – et quelle belle et judicieuse férocité que celle-là – contempteurs de la religion, de toutes les religions. Son œuvre foisonne d'outils de pensée et de moyens de défense pour notre temps. Malheureusement, ainsi que me le rapportent des amis professeurs de philosophie dans le secondaire et spécialistes du matérialisme de cette époque, il est encore décrit comme un homme dangereusement téméraire, dont les œuvres sont à prendre avec des pincettes. Et le d'Holbach des Lumières reste dans l'ombre…

Athée-mi

L'athéisme rejette notamment l'idée, inhérente à celle de Dieu, selon laquelle les humains possèdent une âme immortelle. La science s'est débarrassée de la notion d'âme, qui ne correspond à rien qui serait connaissable, expérimentable, démontrable. Alors dire de quelque chose qu'on ne peut pas objectiver que cette chose, de surcroît, est immortelle, voilà qui excède de très loin le sacrifice de la raison que voudrait consentir un humain débarrassé des chaînes mentales avec lesquelles la religion veut le retenir. De même, il est inhérent à la croyance en Dieu qu'il existe pour nous, ses créatures, un paradis et un enfer. Outre la sottise de cette croyance, il y a là une idée extrêmement dangereuse en ce qu'elle instaure la torture – infinie – comme moyen de punir. Le Dieu des croyants de toutes chapelles – qu'il ne faut surtout pas choquer par nos propos blasphématoires, d'après une pesante doxa bien-pensante – est en dernière analyse un psychopathe, un Gilles de Rais à l'échelle de l'univers. Les adeptes de l'Insanatorium des Cieux nous admonestent et réclament respect et discrétion : soyez athées, mais fermez-là !

À l'issue d'un débat faisant suite à une conférence que j'ai donnée en septembre 2011 à Lons-le-Saunier à l'invitation de l'Association des libres penseurs de France (section jurassienne), un pasteur protestant, fort sympathique au demeurant, est venu me parler de l'Évangile, de la grandeur de ce texte sublime qu'il ne faut pas confondre avec les affres de la religion en tant qu'institution humaine, nécessairement défaillante, voire cruelle, puisque humaine[7]. Il m'assura – faut-il être sacrément cauteleux – qu'il était d'accord avec presque tout mon exposé. Or j'avais été, bien entendu, d'une extrême sévérité à l'encontre des religions, de leurs servants et des croyants, et contre l'idée abjecte de la justification théologique de la présence du mal dans un monde censément gouverné par un Dieu infiniment bon et puissant. Tendant la joue gauche, il évoqua l'argument classique des théologiens pour « expliquer » la présence du mal, à savoir le libre arbitre donné aux Hommes par Dieu[8]. En soi l'argument s'avère éminemment critiquable, de plus il est totalement vain et scandaleux quand on précise que la liberté humaine n'est aucunement en cause lors de

catastrophes naturelles qui déciment les populations, sans, bien entendu, qu'il s'agisse là d'un choix de leur part (voir ci-dessus le scandale de la déclaration de B16, dans laquelle il appelle les humains à régler les dégâts des désastres en grande partie naturels, alors que la vraie et seule question est celle de la raison de ces catastrophes naturelles en termes de dessein divin…). De même, l'assassinat d'un bébé, par nature innocent et incapable de libre décision, est inexplicable par les théologiens, car cela veut dire que Dieu ne prend jamais le pouvoir sur la liberté de l'assassin pour arrêter son geste fatal. De cela, le pasteur au sourire figé ne voulut pas parler. Et je le comprends car c'était tout simplement impossible pour lui : tout religieux qui refuserait le libre arbitre (au sens théologique) serait obligé, sauf fanatisme absolu, de convertir sa foi en un scepticisme délétère pour les dogmes de son Église[9]. Alors, tant que les religieux ne se tairont pas et prétendront être les détenteurs des instruments de la morale et du vivre-ensemble, ainsi que les interprètes des finalités divines, alors même que leur idéologie fait, par exemple – mais quel exemple –, du génocide des Juifs l'indice d'un Dieu incompétent incapable de contrer la fureur nazie, ou la marque d'un Dieu vengeur (outragé par ses créatures, il les fait exterminer), il faudra que les athées se lèvent et réclament que des tribunaux de la raison les contraignent à cesser leur prosélytisme odieux, et peut-être, pourquoi pas, que des bras armés les incitent à ce silence salutaire.

Athées de tous les pays…

Croire en Dieu, c'est un blanc-seing apposé au bas d'une page vierge confiée aux aléas du destin. C'est un peu croire que l'on peut sauter du haut d'une falaise et qu'un miracle empêchera la chute funeste. Personne ne fait jamais cela, pourtant l'humanité presque entière tend vers le ciel une page blanche déjà signée de la main de Dieu. L'on me rétorquera que les desseins de Dieu étant impénétrables, il serait dangereux, pour celui qui voudrait tenter l'expérience de la chute, de penser que la miséricorde divine viendrait à bout de la gravitation. Reste que l'argument sceptique de l'athée est imparable : comment un Dieu si bon et si puissant a-t-il créé un monde dans lequel tout ou presque est source de danger ? Comment rendre compatible ces constats avec la description d'un Dieu législateur suprême du cosmos ? Comment croire à une telle débauche de moyens (la création de l'univers, avec ses milliards de milliards d'étoiles, voire, si l'on accorde créance aux plus spéculatives des théories cosmologiques, avec une infinité d'univers) pour aboutir à une planète somme toute dérisoire, en proie aux séismes, au raz-de-marée, aux chutes d'astéroïdes, aux épidémies les plus horribles, j'en passe et des pires, phénomènes en rien redevables du fameux libre arbitre dont serait doté l'Homme par la sublime volonté de ce créateur ? Quel est donc ce Dieu impitoyable ou dérisoire qu'il faudrait vénérer ? En 1935, le logicien et philosophe Bertrand Russell (1872-1970), dans son fulgurant livre *Science et religion*, résume ainsi cette idée : « *N'y a-t-il pas quelque chose d'un peu absurde dans le spectacle d'êtres humains qui tiennent devant eux un miroir et qui pensent que ce qu'ils y voient est tellement excellent que cela prouve qu'il doit y avoir une Intention Cosmique qui, depuis toujours, visait ce but… Si j'étais tout-puissant et si je disposais de millions d'années pour me livrer à des expériences, dont le résultat final serait l'Homme, je ne considérerais pas que j'aurais beaucoup de raisons de me vanter.* »

Au-delà de la critique de ces aberrations, ce que conteste en premier lieu l'athéisme, c'est la structure de pouvoir intrinsèque à la croyance en un Dieu créateur : il est le maître du monde et des créatures, et celles-ci lui doivent obéissance. L'athéisme est avant tout un refus de ce putsch permanent de Dieu et de ses troupes – le clergé – lorsqu'ils font des humains des sujets, des dévots, des serviteurs, des pions voués à l'adulation, espérant miracles et miséricorde. La liberté – nonobstant mon adhésion à la thèse spinoziste à son sujet (voir note 9) – n'est pas un don du ciel, c'est une convention, un contrat et la construction perpétuelle de nos rapports les uns avec les autres. C'est en vertu de cette idée d'une liberté à concevoir et à consolider au sein de la communauté des Hommes, et non dans un rapport de soumission à un maître à l'humeur chaotique, que cette devise se doit d'être clamée en tous lieux et sans autre répit que son avènement : « Ni dieu ni maître ».

Tout cela me fait penser que la conception de la religion comme opium du peuple est peut-être à prendre en un sens premier. Pour qu'une telle souffrance – celle ne n'être jamais entendu de celui qu'on implore – et une telle addiction soient ainsi acceptées et conçues comme les valeurs les plus estimables qui soient, il faut qu'elles procurent un avantage psychique majeur, quoique irrationnel. Notre capacité à accepter les idées irrationnelles en dépit du poids de la preuve empirique de leur inefficacité, voire de leur dangerosité, est un trait de la nature humaine. C'est pourquoi le combat des athées et des libres penseurs est si difficile… et qu'il doit être poursuivi sans relâche. **M. S.**

---

1. Titre abrégé. Le titre complet, et éloquent, est : *Mémoire des pensées et sentiments de Jean Meslier, prêtre-curé d'Etrépigny et de Balaives, sur une partie des erreurs et des abus de la conduite et du gouvernement des hommes, où l'on voit des démonstrations claires et évidentes de la vanité et de la fausseté de toutes les religions du monde, pour être adressé à ses paroissiens après sa mort et pour leur servir de témoignage de vérité à eux et à tous leurs semblables.* (Mémoire est indûment connu sous le titre de *Testament*.)

2. Doctrine qu'il résume remarquablement : « *L'univers m'embarrasse, et je ne puis songer/Que cette horloge existe et n'ait point d'horloger.* »

3. Comme le dit Jean-Pierre Deschepper dans une recension des œuvres complètes de Meslier (*Revue philosophique de Louvain*, 69 (2), 1971), pour faire comprendre la situation de Meslier, « *sans lien avec aucun des foyers de pensée de son époque, ne comptant que sur son raisonnement, ses souvenirs d'étude et quelques livres* », et dans l'impossibilité de rendre publiques ses opinions impies.

4. Amour divin : « *C'est l'attachement sincère que tout bon chrétien, sous peine d'être damné, doit avoir pour un être inconnu, que les théologiens ont rendu le plus méchant qu'ils ont pu, pour exercer sa foi. L'amour de Dieu est une dette, nous lui devons surtout beaucoup pour nous avoir donné de la théologie* » (d'Holbach, *Théologie portative, ou Dictionnaire abrégé de la religion chrétienne*, 1768).

5. En 2008, l'estimation était de 3 000 milliards. A l'époque, dans un livre intitulé *The Three Trillion Dollar War : The True Cost of the Iraq Conflict*, les économistes Joseph Stiglitz et Linda Bilmes estiment que cette somme aurait pu financer la construction de 8 millions de logements, le recrutement de 15 millions de professeurs, les soins de 530 millions d'enfants, des bourses d'études pour 43 millions d'étudiants, offrir une couverture sociale aux Américains pendant cinquante ans.

6. Je ne parle évidemment pas ici des attaques à caractère politique et idéologique que subit l'islam de la part de l'UMP et du FN ; ce sont des partis d'essence chrétienne, soucieux de défendre une religion contre une autre.

7. Évangile : « *Signifie bonne nouvelle. La bonne nouvelle que l'évangile des chrétiens est venu leur annoncer, c'est que leur dieu est très colère, qu'il destine le plus grand nombre d'entre eux à des flammes éternelles, que leur bonheur dépend de leur sainte bêtise, de leur sainte crédulité, de leur sainte déraison, du mal qu'ils se feront, de leur haine pour eux-mêmes, de leurs opinions inintelligibles, de leur zêle, de leur antipathie pour tous ceux qui ne penseront ou qui ne feront pas comme eux. Telles sont les nouvelles intéressantes que la divinité, par une tendresse spéciale, est venue annoncer à la terre ; elles ont tellement égayé le genre humain que depuis l'arrivée du courrier qui est venu les apporter de là-haut, il n'a fait que trembler, que pleurer, que se quereller et se battre* » (d'Holbach, *Théologie portative*).

8. Libre arbitre : « *L'homme est libre, sans cela ses prêtres ne pourraient point le damner. Le libre arbitre est un petit présent dont par une faveur distinguée Dieu gratifie l'espèce humaine ; à l'aide de ce libre arbitre nous jouissons par dessus les autres animaux et les plantes de la faculté de pouvoir nous perdre pour toujours, quand notre libre arbitre n'est point d'accord avec les volontés du tout-puissant ; celui-ci a pour lors le plaisir de punir ceux qu'il a laissés libres de le faire enrager* » (d'Holbach, *Théologie portative*).

9. La récusation du libre arbitre ne règle par pour autant la question de l'existence de cette notion vague, cependant indispensable, que l'on appelle liberté. Certes il s'agit-là d'un débat qu'il faudrait développer davantage, mais rien n'empêche de penser à l'instar de Spinoza que « *les hommes se trompent quand ils se croient libres ; cette opinion consiste en cela seul qu'ils sont conscients de leurs actions et ignorants des causes par lesquelles ils sont déterminés* » (*Éthique*, 1661-1675).

À l'ombre des Antilles

Au mois d'août dernier, Pierre-Just Marny était retrouvé inanimé dans sa cellule. Il en était à sa quarante-huitième année de prison. Arrêté pour la première fois en 1963 en Martinique, celui que l'on avait surnommé « la Panthère noire » est mort dans des circonstances peu claires. Il allait avoir 68 ans. Dans leur dernière livraison, nos compagnons de L'Envolée lui ont rendu hommage. Nous nous joignons à eux en reproduisant une partie du dossier réalisé à cette occasion, qui témoigne de la triste et méconnue réalité des « longues peines » d'ici et d'ailleurs.

Mort de la Panthère noire

Pierre-Just Marny, un demi-siècle en cage

Félix Vert-Pré, ami et président du comité de soutien à Pierre-Just Marny, témoigne : « *Il n'était pas suicidaire. Il me disait : "Mwen pa ka mô. Mwen immortel. Yo konprann sé mwen yo ké tué, mé non." Et puis dernièrement, il m'a dit : "Félix, ils font tout pour que je meure en prison…"* »

Transféré le 28 mai 2008 à la prison de Ducos (Martinique)[1] sous les acclamations des autres prisonniers, Pierre-Just Marny espérait obtenir sa libération conditionnelle en regagnant son île natale. En vain. Il n'aura goûté à « l'air du dehors », selon ses propres termes, qu'une fois en quarante-huit ans d'emprisonnement. Une unique permission de sortie de six heures, le 14 juin 2010, durant laquelle il a pu se rendre à la grotte de Lourdes à Saint-Joseph et visiter sa famille au Vauclin sous escorte de la gendarmerie.

Héros populaire en Martinique, Pierre-Just Marny était devenu le symbole des discriminations envers les Noirs et les pauvres. Visage rond, cheveux brossés en arrière, il avait été surnommé « la Panthère noire » pour son agilité légendaire.

Natif de Fort-de-France, issu d'une famille pauvre, l'adolescent turbulent est placé dans un centre éducatif dès l'âge de 15 ans. Très vite, il s'échappe et se spécialise dans le vol de voitures en bande. D'où sa première condamnation en 1963 : deux ans ferme, plus deux ans avec sursis. À peine sorti, le 2 septembre 1965, il sillonne l'île armé d'un fusil pour régler ses comptes avec ses anciens complices. Il tue trois personnes dont un enfant de 2 ans, touché par accident. Les gendarmes finissent par l'interpeller le 8 septembre 1965.

Quelques semaines plus tard, rebelote : Marny se fait la belle par le toit de la prison de Fort-de-France. Cette fois-ci, il sème la terreur en Martinique pendant neuf jours de cavale en défiant la police. Radios et journaux retracent la traque avec un incroyable

suspens. Reconnu dans le quartier pauvre de Sainte-Thérèse, le fugitif – encerclé par les gendarmes – refuse de se coucher, par défi. Il reçoit trois balles au poumon et à l'abdomen. Un geste héroïque qui lui vaut la sympathie de l'opinion publique.

Son arrestation a déclenché trois jours d'émeutes populaires à Fort-de-France, faisant un mort et quarante blessés. Le commerce de l'épicière qui avait dénoncé Marny est saccagé et brûlé. Par crainte de nouvelles tensions, le prisonnier est discrètement transféré à Paris par avion militaire pour être jugé loin de la Martinique. En prison, il tente à nouveau de s'échapper après s'être battu avec un maton qui perd un œil dans la rixe. L'incident jouera contre lui lors de son procès.

Interdit de présence à son procès par le président de la cour d'assises, « la Panthère noire » est condamnée à perpétuité. Dès lors, le prisonnier passe d'un établissement à un autre en métropole sans faire parler de lui. En 1975, il est interné en unité psychiatrique spéciale (UMD) à Montfavet où il va effectuer son plus long enfermement : trente-deux ans. Les conditions sont très dures et les innombrables injections médicamenteuses lui laissent de graves séquelles. Ces mauvais traitements, ajoutés aux années de mitard, le diminuent au fil des années ; en 2011, son bras droit est paralysé, son bras gauche menace de l'être, il est presque aveugle et se déplace très difficilement. Mais Pierre-Just Marny est resté combatif tout au long de son incarcération, puisant dans son moral et son mental pour ne pas sombrer dans la folie. Il est finalement transféré dans son île natale après un passage au CNO (Centre national d'orientation) de Fresnes peu de temps avant sa mort.

1. Établissement pénitentiaire épinglé, en octobre dernier, par le contrôleur général des lieux de privation de liberté qui, dans son rapport, pointait un « taux d'occupation des parties réservées aux hommes, de 208 % lors de la visite, entraîn[ant] une promiscuité inacceptable et des conditions de vie unanimement dénoncées ».

Martinique, années soixante

Entre misère et révolte

Militants de l'Ojam dans les années soixante

Après la Seconde Guerre mondiale, la Martinique fait partie de ces « îles à sucre » qui, en échange, reçoivent de la métropole l'essentiel de leurs produits de subsistance, car aucune industrie autre que la transformation des produits de la canne n'y existe. La départementalisation obtenue au début des années 1950 prive l'ancienne colonie de ces échanges réglementés et ne modifie pas fondamentalement la relation de dépendance avec la métropole. La quasi-monoculture de la canne reste contrôlée par un petit groupe de possédants, presque tous des Blancs créoles, dont les plus riches entretiennent des réseaux d'influence dans et hors de l'île. Au début des années 1960, la situation économique et sociale est déplorable pour les masses pauvres de Martinique. Le spectre de l'effondrement du marché sucrier, mis en scène par la fermeture d'usines et de nombreuses distilleries, permet de tempérer les revendications des milliers de travailleurs. Le salaire minimal interprofessionnel garanti (SMIG), né avec la loi du 11 février 1950 et indexé sur le coût de la vie en France, n'est même pas appliqué aux Antilles, alors que les conditions de vie et la situation réelle des travailleurs y sont pourtant connues et rapportées par les services des Renseignements généraux : sous-emploi chronique, salaires inférieurs de 17 % alors que le coût de la vie est supérieur de 65 % à celui de Paris (en 1958), réduction des prestations sociales indexées… Et cette inégalité flagrante perdurera longtemps ! Le gouvernement post-colonial de l'époque, cherchant à éviter l'explosion sociale, met en place le Bumidom (Bureau d'émigration de la jeunesse vers la France). Mais le sentiment d'injustice, face à une décolonisation de façade qui n'a rien modifié des rapports sociaux préexistants, se mue peu à peu en désir d'indépendance. En 1963 l'affaire dite de l'Ojam (Organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise) avait révélé la répression du pouvoir sur des groupes nationalistes soupçonnés d'action subversive. Mais elle avait aussi révélé l'existence d'une certaine contestation et d'une révolte sourde au sein de la jeunesse. Une fraction de cette jeunesse est alors sensible aux idées anticolonialistes alors que la guerre d'Algérie vient de se terminer et que les effets de la révolution cubaine, comme la révolte des Noirs américains, marquent les esprits. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre « l'affaire Marny » en septembre 1965. Son mitraillage par la police alors qu'il se rend les mains en l'air et sans arme, et la figure qu'il est devenu en quelques jours de cavale déclenchent des émeutes à Fort-de-France. Elles ne s'achèvent qu'avec la venue en renfort d'un escadron en provenance de Guadeloupe. Inquiet d'une éventuelle contagion de la révolte, de Gaulle envoie deux émissaires pour comprendre la situation. « *Cette affaire est-elle politique, est-ce un mouvement anti-Français ?* », demandent-ils à M^e^ Valère, l'un de ses avocats.

Bien des années plus tard, en 2009, les laissés-pour-compte de Martinique feront à nouveau entendre la voix de la révolte…

Pompiers, concierge et champignons

Biscornu. Bancal. Mal fichu. Mais inoubliable. *L'Enfer des pompiers, témoignage d'un ancien pompier de Paris* de Jean-Jacques Lubrina (19,90 euros, Le Félin) secoue. Car les pompiers voient le pire, la fin de parcours, la misère, l'échec, la défaite des vies malmenées et mal menées ; les suicides. L'un des premiers textes du livre décrit ainsi l'entrée du jeune pompier tout frais tout neuf dans un appartement, le soir. Sur un fauteuil, une femme. Pâle, très pâle, très morte. Avant de mourir, elle avait vomi. Le vomi avait coulé sur sa robe grenat, de la bouche jusqu'aux genoux. Mais parce que personne ne s'était aperçu de rien pendant plusieurs jours, l'immonde coulée était devenue une prairie de moisissures.

Quant à une autre tâche fréquente de ces « *bouche-trous du service public* » que sont les pompiers, je n'oserai pas reproduire le livre verbatim. Mais souvenez-vous que, après les suicides sous les roues du métro parisien, pour désenclaver les voitures (je tente l'euphémisme le moins violent) ce sont les pompiers qui descendent nettoyer les voies. A plat ventre. Dans le suicide comme ailleurs, la classe sociale joue : les pompiers des casernes des banlieues méprisées sont bien plus souvent contraints de nettoyer les restes du désespoir que les heureux sapeurs des casernes du 16e arrondissement. Mais ce qui a valu à ce livre stupéfiant une préface de Michel Foucault, outre la peu banale carrière de Jean-Jacques Lubrina (CAP de pâtisserie à 16 ans, pompier à 19, concierge, enseignant en philosophie, auteur d'un livre sur Vladimir Jankélévitch) c'est la longue et amère description des ravages exercés par les officiers. En effet, depuis l'incendie du bal de l'ambassade d'Autriche en 1810, au cours duquel Napoléon faillit mourir et après lequel il décida de réorganiser les pompiers, la brigade des sapeurs-pompiers de Paris dépend de l'armée. Administrativement parlant, elle constitue une unité du génie de l'armée de terre, mise à la disposition de la préfecture de police de Paris. Par conséquent, une partie de ses officiers vient des autres unités de l'armée. Les pompiers se retrouvent donc souvent sous les ordres de gens dont le vrai métier consiste à tuer, pas à sauver. Les pages du livre décrivant la formation, militaire, des jeunes pompiers sont d'ailleurs les seules banales : on a déjà lu, tant de fois, ces histoires de vexations stupides, de tricheries minables, de juteux bornés qui ne deviennent inventifs que pour brimer et punir ! Jean-Jacques Lubrina, bon petit gars, croyait naïvement entrer dans un corps de héros voués au seul salut des personnes. Il fut cependant témoin (il écrivit son livre en 1974) de l'arrivée des officiers furieux de l'abandon de l'Algérie française. Il en vit un harceler un jeune sapeur communiste, le prévenir « *qu'en cas de troubles, je n'hésiterai pas à te descendre* ». Nulle crainte d'expliquer ces menaces de mort ; « *Je suis fasciste* » révélait l'aimable gradé. L'officier recommandait aussi de ne pas éteindre les incendies dans les maisons des Noirs, « *race inférieure qui n'a que le droit de crever* ». On savait que ce langage est monnaie courante chez les culottes de peau, on savait peut-être moins qu'on l'entend dans les casernes de pompiers. Cela dit, au stand de tir, alors que le fasciste faisait tinter les cartouches brillant dans sa main et parlait de balles perdues, le jeunot répondit en substance que les balles perdues, ça ne part pas que d'un seul côté. On comprend mieux, dès lors, le contenu de l'extrait suivant :

« *L'ennemi, dans ce métier, n'a jamais été le feu. C'est le gradé, celui de la vie de chaque jour, celui qui disparaît parfois au hasard des incendies, des flammes et de la confusion. Chacun se tait. Personne n'a rien vu. Un héros pour la famille. Un de plus sur la liste des morts au feu. Rien de plus, sinon le nom du plus célèbre d'entre eux, le lieutenant-colonel Froidevaux. Une poutre mal tombée mit fin à sa dictature. Cette histoire est d'un autre siècle. Mais une nuit, entre deux rondes, vers trois heures du matin, un fantôme de l'hôtel de ville qui avait bien connu l'un des témoins de cette scène est venu nous faire cette confidence. On crut bon à l'époque de lui faire des obsèques presque nationales.* »

Le livre se termine par des annexes dont l'une raconte l'histoire du corps des sapeurs-pompiers pendant la Commune de Paris : les officiers avaient fui à Versailles, comme bien l'on pense. Et les nouveaux officiers, élus par leurs camarades, furent fusillés. Comme tous les sapeurs de la caserne de Château d'Eau

Nestor Potkine

Un anarchiste conséquent

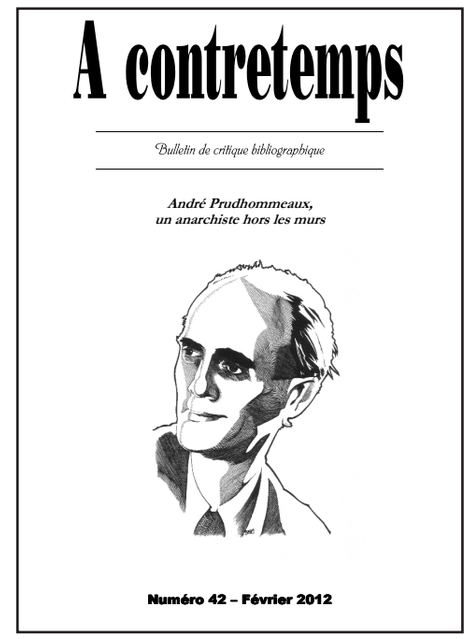
À contretemps, la célèbre revue clandestine, nous a habitués à des dossiers solides. La richesse de leur contenu et la rigueur de leur démarche les hissent systématiquement au statut de références, et ce d'autant que la revue s'entête à traiter des thématiques ou des personnages bien souvent malmenés par des historiographies officielles (institutionnelles comme, parfois, militantes) qui les oublient ou les mutilent. Il en a ainsi été de figures comme Juan Garcia Oliver, Louis Mercier Vega, Rudolf Rocker, Ricardo Flores Magon, B. Traven et de thématiques aussi riches d'enseignements que la révolution espagnole (sous ses angles les plus complexes et avec une dimension toujours critique), le syndicalisme révolutionnaire, la judaïté et l'anarchisme, ou, encore, les relations entretenues par Albert Camus avec les libertaires (et ce bien avant les récents écrits superficiels d'un certain « anarchiste » du Spectacle). On pourrait citer encore bien des personnages (Victor Serge, Osugi Sakae, Armand Robin, Stig Dagerman, Georges Navel, Tomas Ibáñez, etc.) et des thématiques (l'ultra-gauche, Nietzsche et l'anarchisme, le situationnisme et ses ponts avec l'anarchisme, etc.), tant la revue a produit de dossiers et de recensions depuis sa création en 2001.

Ce mois de janvier 2012, soit onze ans après son premier numéro, *À contretemps* s'est engagé à nous souhaiter la bonne année avec une livraison qui, là encore, sort des sentiers battus. Soixante-dix pages de variations autour d'un personnage incontournable de l'histoire du mouvement anarchiste français : André Prudhommeaux. Abordé à travers des articles historiographiques et une sélection inédite de certains de ses propres textes, *À contretemps* dévoile la pensée mouvementée et le parcours militant de cet anarchiste qui, malgré de multiples voyages théoriques, n'en resta pas moins toujours cohérent avec lui-même.

Né en octobre 1902 dans un familistère, celui que l'on connaît aussi sous les pseudonymes de André Prunier et Jean Cello fait son initiation politique dans les années vingt avec le marxisme. Très vite en opposition avec les interprétations et les pratiques léninistes, il finit rapidement par se rapprocher et se revendiquer du « communisme de conseil ». Fasciné par la commune de Berlin (1918-1919), il se rend en Allemagne en 1930, à la rencontre de ceux qui l'ont vécu et qui, à cette date, se font les hérauts de ses idées. Dans les années trente, André Prudhommeaux rompt avec le marxisme pour épouser la pensée anarchiste à laquelle il s'intéresse déjà depuis quelque temps, osant, dans la revue *Spartacus*, d'un article à l'autre, une synthèse politique entre le communisme de conseil et certaines idées de l'anarchisme. Cet important changement lui inspirera par la suite un article brillant dans le journal *Ce qu'il faut dire* – « Du marxisme à l'anarchie » – qu'*À contretemps* publie à nouveau dans les colonnes de ce numéro 42. Débarqué en anarchie, il ne devra alors plus quitter cet univers, même si, au fil des années, il évoluera lentement du communisme libertaire – qu'il exprime avec intransigeance pendant la guerre d'Espagne – à l'individualisme anarchiste.

Homme de la plume, la pensée et le militantisme politique d'André Prudhommeaux s'expriment essentiellement – et s'exprimeront toujours – à travers la presse militante. Dans les années vingt et au début des années trente, dans sa période marxiste, il collabore étroitement avec *L'Ouvrier communiste* (organe des Groupes ouvriers communistes) et avec *Spartacus*. Une fois entré en anarchie, sa plume, toujours très féconde, trouve refuge dans les colonnes de *Correspondance internationale ouvrière* (cette collaboration est d'ailleurs étudiée dans ce numéro d'*À contretemps* où Alice Faro lui consacre un bel article), du *Libertaire* (organe de l'Union anarchiste), de *La Revue anarchiste* et du *Semeur* ; puis, en pleine révolution espagnole, dans celles de *L'Espagne antifasciste* et de *Terre libre* (qu'il fonde). C'est notamment dans les pages de ce dernier qu'il mènera son intransigeant combat pour l'Espagne révolutionnaire, contre le fascisme et le stalinisme triomphant, mais aussi contre le tournant politique des instances dirigeantes d'une CNT qui, dès novembre 1936, accepte des ministères dans le gouvernement républicain de Largo Carballero. Pour approfondir la question de la position particulière d'André Prudhommeaux pendant la guerre civile et la révolution espagnoles, le lecteur pourra justement se reporter à l'article édifiant de José Fergo – « André Prudhommeaux, Camillo Berneri et l'Espagne : deux regards critiques sur une guerre de classes » –, dans ce numéro 42 d'*À contretemps*.

Passé la défaite antifasciste de 1939, il s'installe en Suisse et laisse de côté le militantisme politique pour se consacrer à la poésie et à la traduction. De retour de cet exil montagnard, peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est à nouveau via la presse libertaire – *Défense de l'homme*, *Témoins* et *L'Unique*, entre autres – qu'André Prudhommeaux exposera les grandes lignes de son anarchisme qui, pendant cette période, tend petit à petit vers une sorte d'individualisme plus ou moins « armandiste », méfiant vis-à-vis de l'organisation tout en la considérant comme une malheureuse nécessité. Durant la guerre froide, il sera aussi de ces anarchistes du « moindre du mal » qui oseront dire et écrire qu'à choisir entre l'Est ou l'Ouest, le camp de « *l'adversaire qui discute* » est préférable au camp de celui qui « *fusille* ». Optant pour une certaine forme de rationalisme et de pragmatisme, il se refuse ainsi à adopter la position dite de « troisième front » qu'il juge chimérique et démagogique.



En nous proposant cette étude poussée et fouillée des chemins empruntés par cet anarchiste en perpétuel questionnement sur les possibles du changement social, *À contretemps* vient à nouveau remplir un vide, combler un manque. Une nouvelle fois, l'on sera séduit par la qualité des plumes présentes dans cette quarante-deuxième livraison de la revue – et qui n'ont d'ailleurs rien à envier à celle de leur objet d'étude. Un bel effort, donc, et une pierre de plus à l'édifice de l'historiographie anarchiste. Pierre qui, on l'espère, en appellera encore de nouvelles. Car si la dialectique ne casse pas toujours des briques, les pierres de ce type, elles, l'ont toujours pu.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Profitons de cette note pour conseiller à nouveau à nos estimés lecteurs la lecture du dernier ouvrage d'*À contretemps*, paru aux Éditions libertaires en novembre 2011 : *L'écriture et la vie, trois écrivains de l'éveil libertaire : Stig Dagerman, Georges Navel et Armand Robin*. Disponible à la Librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) pour la modique somme de 15 euros.

Henri-Edmond Cross

Néo-impressionniste et anarchiste

Ceux et celles qui n'auront pu voir l'exposition consacrée au peintre Henri-Edmond Cross au Musée Marmottan Monet de Paris pourront se rendre au Musée départemental Matisse du Cateau-Cambrésis (Nord) où elle sera présentée du 10 mars au 10 juin 2012.
Henri-Edmond Delacroix est né à Douai en 1856 dans une famille de commerçants assez aisés. Son cousin, le docteur Soins (*sic*), voyant son intérêt pour la peinture, l'aide à suivre cette voie. Il commence par fréquenter l'École des beaux-arts de Lille. Par respect pour son fameux homonyme Eugène Delacroix et en hommage à sa mère d'origine anglaise, il prendra le nom de Cross (croix en anglais).

Il est à Paris en 1876, participe au Salon des artistes français en 1880 puis aux expositions de la Société des artistes indépendants à partir de 1884. Pour des raisons de santé, il s'installe dans le Var à Saint-Cyr près du Lavandou en 1891. Il y recevra entre autres Félix Fénéon, Théo Van Rysselberghe et Paul Signac installé à Saint-Tropez.

Ses premières œuvres représentent des natures mortes puis les jardins de Paris.

Georges Seurat est le premier adepte de la technique divisionniste (ou néo-impressionniste) qui se base sur le mélange optique de touches de couleurs pures fragmentées et pointillées.

À la mort de Georges Seurat, en 1891, Cross devient un adepte de la technique néo-impressionniste en réalisant notamment un portrait de sa femme. Au Salon des Indépendants à Paris ou bien au Salon des XX et au Salon de la Libre esthétique à Bruxelles, il expose chaque année ses tableaux aux côtés de Maximilien Luce, Hippolyte Petitjean, Antoine de La Rochefoucauld, Paul Signac, Théo Van Rysselberghe, Georges Seurat, Charles Angrand et des fils Pissarro.

Inspiré par les thèses de Pierre Kropotkine, ces artistes voyaient la science comme moteur de progrès au service de tous. La technologie pouvait libérer l'homme au niveau spirituel et matériel. Camille Pissarro, un temps séduit par la nouvelle technique, ne va pas tarder à la critiquer sévèrement.

Félix Fénéon est l'un de ses admirateurs : « *Cross, ah Cross !* ». Devenu directeur de galerie, il passe des contrats avec lui, organise des expositions personnelles et publie ses carnets après sa mort.

Son pointillisme fait place à des touches élargies aux formes variées, de grands à-plats de mosaïque aux couleurs vives. Il annonce le fauvisme. Il influence André Derain, Robert Delaunay, Vassily Kandinsky et Henri Matisse qui lui rend visite. Ses tableaux représentent les sites encore intacts de la côte méditerranéenne de Marseille à l'Italie en passant par Cabasson, Le Lavandou, Bormes-les-Mimosas, Saint-Tropez et Nice. Sa représentation de la nature ne tombe jamais dans le piège de la banalité. Il peint de nombreuses scènes avec des nus en plein air : les proportions, les formes et les raccourcis sont d'une profonde justesse ; les courbes des corps rejoignent celles des arbres dans un paysage harmonieux évoquant l'âge d'or des anarchistes. « *Je veux peindre le bonheur, les êtres heureux que seront devenus les hommes dans quelques siècles quand la pure anarchie sera réalisée.* »

Au temps d'anarchie

Signac avait développé ses conceptions sur la société future dans une grande toile d'abord baptisée *Au temps d'anarchie* avant de devenir *Au temps d'harmonie*. On pouvait y voir représentés l'amour libre, le travail heureux et les joies du farniente. À la même époque (1894), Cross peint sur le même thème L'air du soir.

Comme tous ses amis, Cross collabore au journal *Les Temps nouveaux* de Jean Grave. « *Quant à la rétribution, qu'il n'en soit pas question entre nous, mon cher Grave.* » Il illustre en 1899 la couverture de À mon frère le paysan d'Élisée Reclus et en 1900 celle de Enseignement bourgeois et enseignement libertaire de Jean Grave. Pour l'album de lithographies (1905) publié par le journal, il réalise L'errant et donne un dessin pour le livre collectif Patriotisme, colonisation. Cette collaboration ne correspond cependant pas du tout à ses goûts artistiques. « *Le genre de dessin qu'appellent* Les Temps nouveaux *n'est pas beaucoup pour me plaire, en ce sens que mes pensées (au point de vue plastique, d'entendu) sont dans une direction tout autre et j'ai renâclé devant la contrainte et l'effort qu'il me fallait m'imposer. Telle est la vérité.* » Cela ne l'empêchera de faire à plusieurs reprises des dons de ses œuvres pour les tombolas du journal.

Après plusieurs maladies, qui lui interdirent souvent de peindre, il meurt d'un cancer en 1910, à l'âge de 54 ans. Les œuvres de la fin de sa vie sont de plus en plus épurées : aquarelles où les paysages sont suggérés par des rubans de couleurs fluides, lavis de gris et de bleu qui évoquent la photographie et enfin des carnets illustrés.

Felip Equy

Musée départemental Matisse, Palais Fénelon, 59360 Le Cateau-Cambrésis (tél. : 03 59 73 38 00 ; courriel museematisse@cg59.fr

Rencontres internationales de l'anarchisme

Présentation des conférences

Pour fêter les 140 ans du congrès de Saint-Imier, acte fondateur de l'Internationale antiautoritaire, la Fédération anarchiste francophone (IFA) et la Fédération libertaire des montagnes (OSL) appellent les groupes, collectifs, individus qui se réclament de l'anarchisme social à participer aux Rencontres internationales de l'anarchisme en août 2012 dans le village de Saint-Imier.

Sur le site www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'information sur les contenus et l'esprit de ces rencontres.

Programme des rencontres

Les Rencontres internationales s'organiseront autour de 3 moments centraux : un meeting d'ouverture autour de la Fédération jurassienne, un meeting de clôture autour du projet révolutionnaire (possibilité d'une motion commune), un banquet final avec les participants et les habitants, avec des chansons, des chorales.

En plus des conférences et ateliers-discussions, il y aura des tables rondes auxquelles participeront les organisations anarchistes adhérentes au Comité d'organisation : 1) les innovations politiques de l'anarchisme, 2) faire l'anarchisme aujourd'hui, sur les pratiques et interventions militantes intéressantes ou exemplaires, notamment en Europe et dans les pays anglo-saxons, 3) les nouveaux territoires de l'anarchisme, implantation ou réimplantation de l'anarchisme en Afrique, en Asie et en Amérique latine, 4) les alternatives anarchistes en actes et comment articuler les expériences alternatives au projet et luttes révolutionnaires, 5) la crise de la dette, les politiques d'austérité et les résistances sociales et populaires.

Chaque groupe, organisation, peut adhérer au Comité d'organisation sur la base de la libre association, de l'acceptation des principes des Rencontres de Saint-Imier 2012 et, pour autant que les conditions matérielles le permettent, d'une contribution financière et dune participation active des personnes militantes selon la taille des organisations (300, 600, 1 000 euros). L'entrée au planning des journées et la visibilité offerte dans la communication en dépendront. Fin mars 2012, cette proposition de libre association sera close, en principe, afin de se focaliser sur la logistique de l'événement.

Aperçu et présentation de quelques conférences

« Albert Camus et les libertaires », par Lou Marin, militant du courant anarchiste non-violent autour du mensuel *Graswürzelrevolution*, qui fête, en 2012, sa quarantième année de fondation ; membre du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Marseille.

Alors que l'écrivain fait l'objet de récupérations éhontées, tant de la part de Nicolas Sarkozy que des philosophes de Cour en passant par les publicistes tout terrain, il est essentiel de rappeler l'attachement non-démenti de Camus à ce qu'il appelait « le génie libertaire » – ce que nient ou minimisent tous ses biographes.

L'actualité de Camus se montre aujourd'hui plus que jamais dans les révoltes arabes contemporaines, qui réhabilitent sa conception de dire « Non ! » à des régimes issus des mouvements d'un anticolonialisme autoritaire, étatiste, non-pluriel. Par rapport à la guerre d'Algérie, le soutien de Camus au courant du syndicaliste révolutionnaire et indépendantiste Messali Hadj, aux campagnes de soutien aux objecteurs de conscience autour de Louis Lecoin et la conception de Camus pour une culture méditerranéenne des traditions libertaires et fédéralistes démentent les dénonciations, de Sartre, Jeanson, de Beauvoir ou Fanon, d'un colonialiste de bonne volonté.

C'est notamment avec les anarchistes espagnols en exil en France que Camus tisse de nombreuses amitiés personnelles et déclenche des campagnes de solidarité avec les prisonniers de Franco, mais aussi pour les détenus espagnols en URSS, dans le camp stalinien de Karaganda. En tant qu'observateur attentif des événements à l'intérieur de l'Espagne, il a un regard à la fois solidaire et autocritique. Il découvrit l'existence d'un phénomène imprévisible : le surgissement de mouvements de masse en lutte ouverte, de manifestations et grèves au sein du fascisme franquiste dans les années cinquante.

Plus que jamais brille la phrase de l'anarchiste russe Lazarévitch : « *Nous sommes en présence d'un des rares écrivains qui n'acceptent pas de se laisser corrompre.* »

« Éducation et pédagogie dans la tradition libertaire », par Hugues Lenoir, militant syndicaliste de la Fédération anarchiste et de la CNT. Avant même la création de l'Internationale antiautoritaire en 1872 à Saint-Imier (Suisse), Proudhon s'était prononcé sur la question de l'éducation intégrale dans la trace de Charles Fourier. Je centrerai mon propos sur l'importance du projet « éducationniste » des anarchistes. En effet, de tout temps et en tout lieu la question de l'éducation et de la pédagogie furent au cœur des activités et des réflexions de notre mouvement. Tout en atteste, que ce soit les nombreuses résolutions prises dans les congrès de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), les textes de Bakounine, de Guillaume, de Stirner et de tant d'autres. Mais, l'éducation fut aussi au cœur des activités et des pratiques du mouvement anarchosyndicaliste et anarchiste international que ce soit dans les Bourses du travail en France avec Fernand Pelloutier, dans le soutien de la CGT de la région parisienne à la Ruche de Sébastien Faure, dans les écoles rationalistes en Espagne largement développées à l'initiative des militants de la CNT ou encore avec l'école Ferrer de Lausanne qui fut placée sous le patronage de la Fédération des unions ouvrières de Suisse romande.

Écoles modernes, rationalistes, libertaires alternatives… qui rayonnèrent jusqu'au Brésil et dans le Monde entier dont la tradition, ici ou là, se poursuit contre vents et marées. Pour les anarchistes, l'éducation se doit d'être autogestion et l'autogestion éducation. Un cercle vertueux qui vise à développer la conscience de soi-même, des pratiques sociales libertaires et qui participe à l'invention d'une société de femmes et d'hommes fiers et libres.

À suivre au prochain numéro

Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 16 février

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Vendredi 17 février

For a Few Sixties More (09 h 30) Musique populaire des années soixante.

Sortir du colonialisme (16 heures) Valérie Ganem, psychologue, spécialiste en psychodynamique du travail, auteure de *La Désobéissance à l'autorité, l'énigme de la Guadeloupe*. Elle interviendra au Salon anticolonial le 26 février sur le thème «Comment extirper le colon/colonisé qui est en nous?».

Samedi 18 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Dimanche 19 février

Jour de lessive anticléricale (10 h 00) Pour une société laïque…

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Des mots, une voix (15 h 30) recevra Robert Davreu traducteur d' *Électre, Les Trachiniennes* et d'*Antigone* de Sophocle sorti aux éditions Actes Sud et Tristan Félix pour sa revue *La Passe*.

Radio LAP (20 h 30) Lycée autogéré. Le SQUAT.

Lundi 20 février

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Le vivre ensemble (16 heures) Végétarisme et cause animale.

La santé dans tous ses états (18 heures) Santé et politique.

Mardi 21 février

Artracaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité.

Pas de quartiers... (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit Marc Silberstein et Pascal Charbonnat qui présenteront la maison d'édition en ligne Éditions Matériologiques (materiologiques.com), consacrée entre autres aux sciences, à la philosophie des sciences, au matérialisme et à l'évolution. Tous à vos Ipod solaires!

Paroles d'associations (19 h 30) L'association Vie libre aide les personnes dans leur dépendance à l'alcool.

Cinéma en free style (20 h 30) Deux invités sur le thème du patrimoine cinématographique, de la conservation et de la numérisation : Michel Warren, directeur de la cinémathèque de Grenoble et Glenn Myrent, historien du cinéma et ex-guide du Musée Henri-Langlois.

Mercredi 22 février

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues.Piano et blues, 2.

Femmes libres (18 h 30) Recul du droit à l'IVG. Menaces sur la survie des maternités et des centres IVG avec des membres de la Cadac (Coordination des associations pour le droit l'avortement et la contraception), de la maternité des Bluets (en danger), des Lilas, du Planning familial… dans le cadre du démantèlement du service public de santé.

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers et situation actuelle de la prison et de la justice.

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Décembre 2011

Mme C. Camus (84) : 150 €
M. G. Ferrie (34) : 100€
M. O. Fayel (69) : 20 €
M. R. Callemard (22) : 100 €
Mme S. Carrez (internet) : 30 €
M. H. Bruyeres (81) : 300 €
Mme P. Bes (67) : 50 €
M. J. Serrat et Mme F. Crespin (91) : 50 €
M. J. Broga (22) : 70 €
M. E. Bonnet (44) : 40 €
M. R. Care (53) : 50 €
M. J. Grégoire (83) : 100 €
M. J. Rat (86) : 15 €
M. E. Hazard (59) : 18,75 €
Mme P. Le Pallec (internet) : 5 €
M. R. Blachier (internet) : 5 €
TOTAL : 1103,75 €

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Jeudi 16 février

Bordeaux (33)

20 h 30. Réflexion sur le monde de l'édition, ses responsabilités sociales et politiques. Débat en présence de Thierry Discepolo, auteur du livre *La Trahison des éditeurs*. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. Entrée libre.

Paris Xe

19 heures. Faut-il manger les animaux ? Débat avec Yves-Marie Le Bourdonnec, boucher à Asnières et Fabrice Nicolino, journaliste et auteur de *Bidoche* aux éditions Les liens qui libèrent. Bibliothèque François-Villon, 81, bd de la Villette. M° Colonel Fabien. Entrée libre et gratuite.

Paris XIe

19 heures. Mourir à Charonne, pourquoi ? Le 8 février 1962, au moment de la dispersion d'une manifestation contre les attentats de l'OAS, la police parisienne charge violemment les manifestants devant le métro Charonne. Il y aura neuf morts. Projection du documentaire de Daniel Kupferstein (2009, 52 minutes). Débat avec le réalisateur et les auteurs du récit *Dans l'ombre de Charonne*, Désirée et Alain Frappier. Bibliothèque Faidherbe, 18, rue Faidherbe. M° Colonel-Fabien. Entrée libre et gratuite.

Paris XVIIIe

15 h 30. La bibliothèque La Rue entame une série de débats autour (et avec) les éditions Après la Lune, en compagnie de Jean-Jacques Reboux, fondateur des éditions, qui viendra évoquer avec nous le métier d'éditeur engagé. 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses.

Vendredi 17 février

Besançon (25)

20 heures. Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Alternatives en actes. Autogestion au quotidien. Université populaire – Amap avec des militants du groupe Poulaille de la Fédération anarchiste. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 h 30. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Docu-club/projection à prix libre. *Film de guerre* de Carmit Harash (2007, 47 minutes) en présence de la réalisatrice. *Guerre entre le Liban et Israël*, été 2006. Retour à Nahariya, ma ville natale, à dix kilomètres de la frontière libanaise. Une ville fantôme. La réalisatrice du film *Demain* diffusé à Bobines rebelles en 2011, revient sur son histoire. Un documentaire personnel d'une Israélienne qui vit en France depuis plus de dix ans. Au local de la Dionyversité, 4, place Paul-Langevin à Saint-Denis. M° ligne 13, station Basilique de Saint-Denis.

Paris XVIIIe

18 h 30. Changement climatique : comment imaginer le futur ? Entre alarmisme excessif des uns et déni aveugle des autres, il est souvent difficile de se faire une idée juste de ce que les changements climatiques en marche nous réserveront. Avec Hervé Le Treut et Johan Heliot. Bibliothèque Clignancourt, 29, rue Hermel. M° Jules Joffrin. Entrée libre.

Samedi 18 février

Bordeaux (33)

14 h 30. Rassemblement anti-OGM. Le maïs MON 810 revient contaminer nos campagnes, les cultures, les abeilles, la biodiversité ! Le collectif Vigilance OGM 33 appelle à un grand rassemblement anti-OGM sur les marches du Grand Théâtre de Bordeaux.

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat sur les luttes ouvrières autour du film de Karel Pairemaure *Au prix du gaz* à la librairie L'insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Poitiers (86)

14 heures. Manifestation de solidarité avec les inculpé-e-s de Toulouse. Rassemblement devant le palais d'injustice (place Alphonse-le-Petit).

Paris XIe

16 heures. Rencontre-débat avec Maurice Rajsfus autour de son dernier ouvrage *France d'en haut, France d'en bas : les dominés seront-ils toujours soumis ?* paru aux Éditions du Monde libertaire. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XIXe

10 h 30 et 15 heures. S'indigner, changer le monde. Pierre Maurel s'indigne ! Rencontre avec Pierre Maurel pour une présentation de quelques-unes de ses planches et un débat autour du thème « Indignez-vous, changez le monde ». En 2008, Pierre Maurel publie *Blackbird*, une BD militante en forme de manifeste pour la liberté l'expression et de mise en garde contre les dérives totalitaires. Bibliothèque Place-des-Fêtes, 18, rue Janssen. M° Place-des-Fêtes. Entrée libre.

Mardi 21 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : 50 ans après, trois faces de la guerre d'Algérie en France. Troisième rencontre/débat : La solidarité anticoloniale. Présentation de Nils Andersson, éditeur et politologue. Il a notamment fait paraître en Suisse pendant la guerre d'Algérie certains livres interdits en France. On lui doit de nombreuses contributions sur cette période et sur les relations internationales. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le Gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de presse. Apéro dînatoire.

Vendredi 24 février

Paris XIXe

20 h 00. Concert organisé par Larsen Rock avec The Angry Cats, Steve Hooker Trio (Blues Rockabilly – UK) et Bouton Rouge (Garage rock – Paris). À la Péniche demoiselle, 57, quai de Seine.

Samedi 25 février

Paris XIe

16 heures. Rencontre-débat avec Marie-Claire Calmus autour de ses deux derniers essais : *Dures Procédures* et *Le Symbolisme au quotidien* (éditions Rafael de Surtis, 2011 et 2012) à La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 3 mars

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : Analyse libertaire des propositions électorales. Exposé, débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

BRISONS LES MURS QUI NOUS ENFERMENT !

ABBATTIAMO I MURI QUE CI RINCHIUDONO !

BREAK DOWN THE WALLS THAT ENCLOSE US !

¡ ROMPAMOS LOS MUROS QUE NOS ENCIERRAN !

SOLIDARITE ★ SOLIDARITA ★ SOLIDARITY ★ SOLIDARIDAD

Internationale des Fédérations anarchistes http://i-f-a.org/